



RÉSEAU
Sénégal.



République du Sénégal

Un Peuple, un But, une Foi



GRET

Professionnels du
développement
solidaire

Journée d'échanges

Réseau Sénégal



Vendredi 28 novembre 2025

Salle La Fabrique, MAS, Paris 13^{ème}

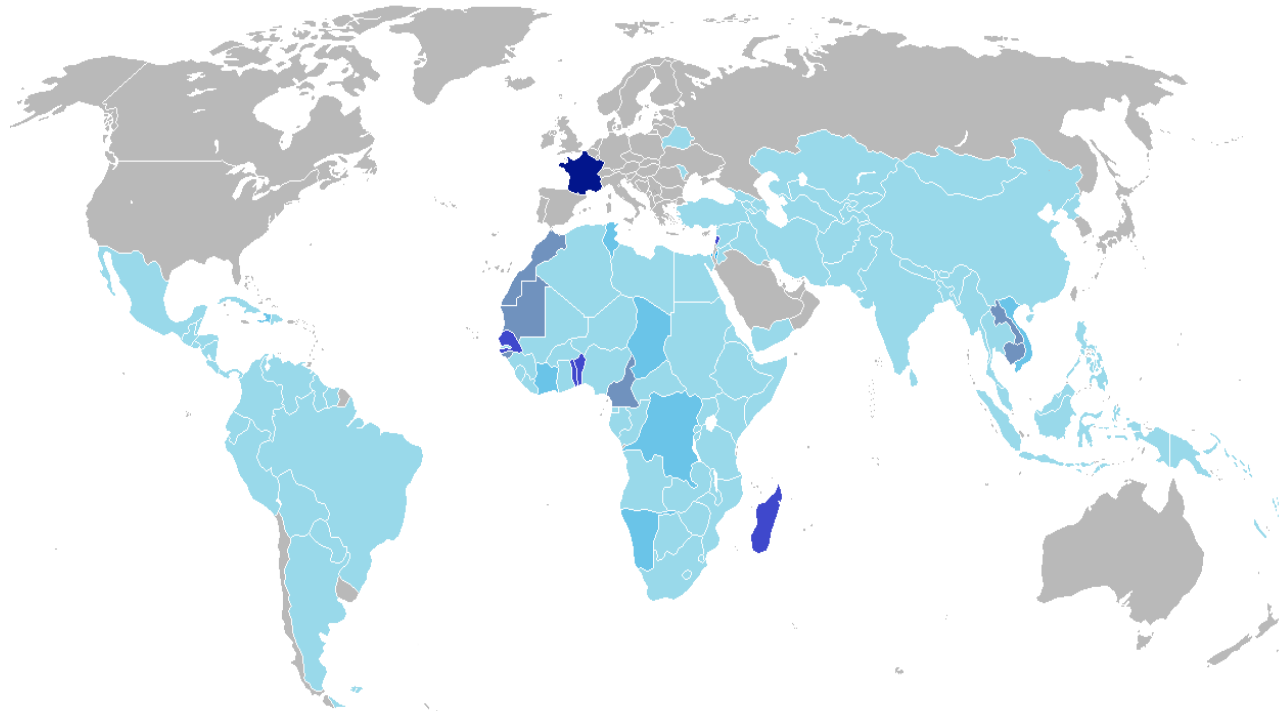
France 





Déroulé des échanges

Heure	Activités	Facilitateur
9h30 – 9h45	Ouverture de la journée	pS-Eau et agences de l'eau
9h45 – 10h	Actualité de la Plateforme Sénégal	pS-Eau
10h – 10h30	Présentation du bilan CDNG 2024	pS-Eau
10h30 – 11h15	Actualité sectorielle Eau et Assainissement au Sénégal	CPCSP / DGPRE
11h15 – 12h	Présentation projet GIREL	<i>Gret Sénégal</i>
12h-12h30	Temps de parole libre	-
12h30 –12h45	Clôture de l'évènement	<i>pS-Eau et intervenants</i>
12h45 –13h30	<i>Cocktail déjeunatoire</i>	-



Un réseau en France et des partenariats à l'international

Depuis 1984, **un réseau multi-acteurs français** qui s'engage pour garantir **l'accès à l'eau et à l'assainissement** et la **gestion durable** des ressources en eau dans **les pays à revenus faibles et intermédiaires**.

5 plateformes pays : Au Bénin, au Liban, à Madagascar, au Sénégal et au Togo, le pS-Eau a développé des partenariats étroits avec différentes structures pour mener une animation locale plus importante.

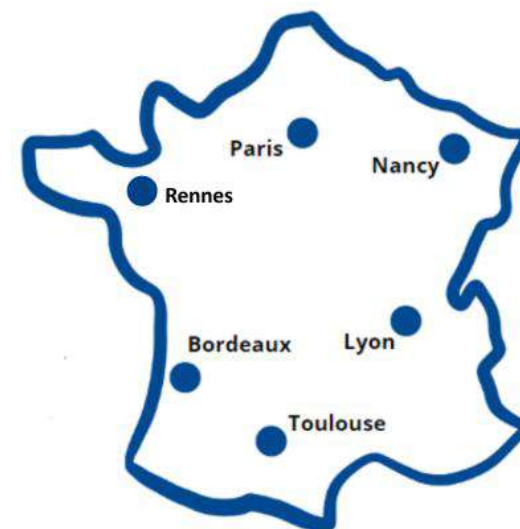
Animation en France de 11 réseaux pays focus :

Bénin, Cambodge, Cameroun, Guinée, Laos, Liban, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo

Animation en France de 7 autres réseaux pays :

Côte d'Ivoire, Haïti, RDC, Tchad, Territoires Palestiniens, Tunisie, Vietnam

Une attention à l'ensemble des pays à faible ou moyen revenu



3 grandes missions d'intérêt général

- **Renforcement de la coopération décentralisée et non gouvernementale Eau/Assainissement/Hygiène dans les pays des Suds** (fonction historique depuis 1984)

www.pseau.org



- **Hébergement du Réseau Cicle** : Renforcement de la coopération internationale autour des enjeux d'accès aux services énergétiques (depuis 2021)

www.reseau-cicle.org



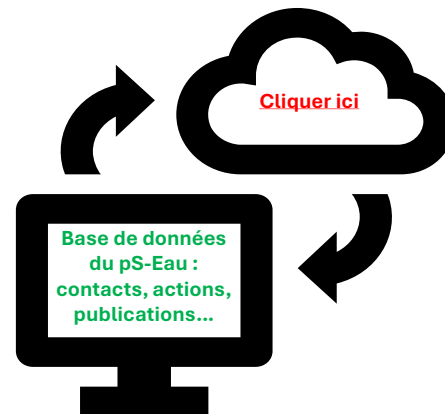
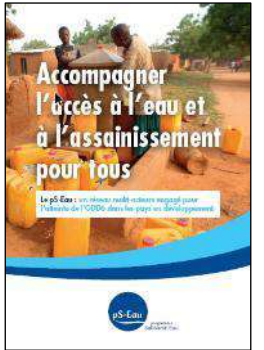
- **Coordination du programme « Renforcer l'accès aux services essentiels par une approche intégrée et les 1% solidaires »** en s'intéressant au développement des territoires par une approche multisectorielle et la mobilisation des 1%.

www.services-essentiels.org



- ❖ *Incubation du Réseau CORDEE (Réseau de Coopération internationale et Ressources sur les DEchets et l'Economie circulaire) : Renforcement de la dynamique multi acteurs internationale sur les thématiques de la gestion des déchets et l'économie circulaire (2025)*

Nos principales activités



Des outils de référence

Des Guides méthodologiques



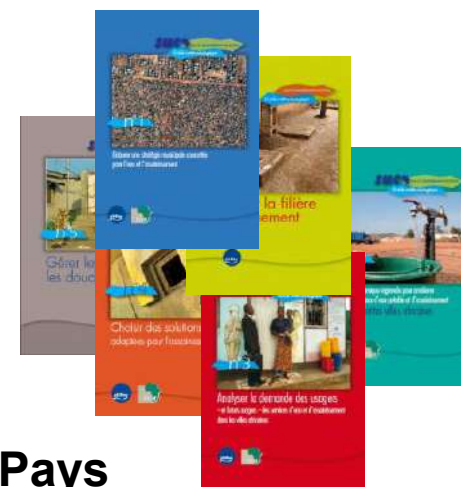
Des guides « pays »



Des outils de sensibilisation



Des guides techniques



Des fiches Pays





Un centre de ressources

**Un Atlas
des actions
et partenariat**



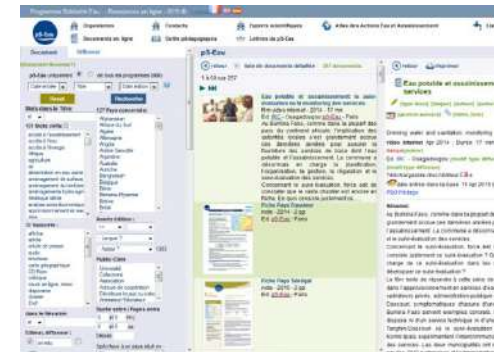
**+ 3 600
actions en ligne**

**Un Annuaire
des acteurs**



**50 000
organismes
référéncés**

Une base biblio



**8 000
documents disponibles**

ACTUALITES DE LA PLATEFORME SENEGAL

Activités réalisées en 2025

- **Ateliers** thématiques sur l'**accès à l'assainissement en milieu scolaire** – Avril & Août 2025
- Participation à l'atelier **Désertif'Action Sénégal** pour préparer l'évènement de Tunis en 2026 et la Conférence des Nations Unies sur la Désertification de Oulan Bator 2027
- Participation à la **Journée Mondiale des Toilettes** à Ziguinchor – Novembre 2025

En cours et à venir

- **Participation au FEEM d'Aného 2025** – du 1^{er} au 3 décembre 2025
- Organisation d'un **atelier sur l'articulation entre services d'eau potable en milieu rural et préservation durable de la ressource** – décembre 2025
- Travail en cours sur « **l'autonomisation** » et l'**ancrage de la Plateforme Sénégal**

Les productions de 2025

- **Synthèse sur le rôle des acteurs** dans la réforme de l'hydraulique rurale au Sénégal
- **Lettre d'information** de la Plateforme Sénégal n°15
- **Bilan CDNG** de l'année 2024

Productions à venir

- **Lettre d'information** de la Plateforme dédiée à la GIRE – *janvier 2026*
- Mise à jour de la **Fiche Pays Sénégal** – *janvier 2026*
- Mise à jour du site web et de la **page Sénégal** – *1^{er} semestre 2026*

GIRE BASSIN FLEUVE SENEGAL

Activités réalisées

- **Conduite d'entretiens post diagnostic GIRE** sur les communes de Ronkh (Sénégal) et Jedrel Moghen (Mauritanie)

En cours et à venir

- Organisation d'une **e-conférence** sur pratiques GIRE des collectivités territoriales du bassin du fleuve Sénégal – *janvier 2026*
- Constitution d'une **boîte à outils pour la mise en œuvre d'une politique GIRE** par les collectivités
- Préparation d'une **mission d'échange sur la gouvernance et la concertation autour de la GIRE** entre le bassin du fleuve Itasy (Madagascar) et l'OMVS – *second trimestre 2026*

BILAN DE L'ANNEE 2024

Coopération décentralisée et non
gouvernementale pour l'accès à l'eau,
l'assainissement et l'hygiène au Sénégal

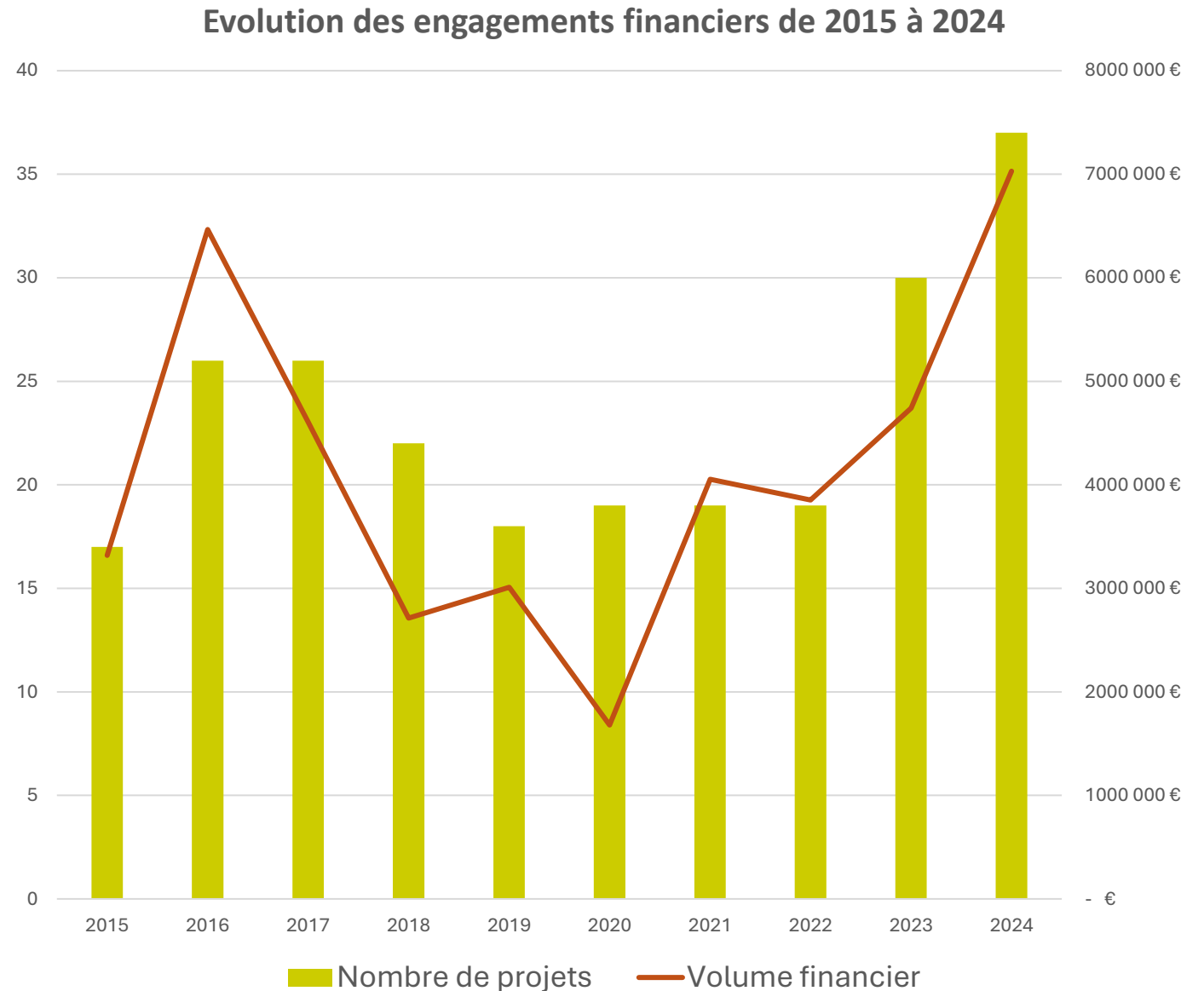
Décembre 2025

2024 en chiffres ...

- **37 actions**
- **Plus de 7 millions d'euros mobilisés**

En cumulé, depuis 2015:

- **233 projets financés**
- **Plus de 41 millions d'euros mobilisés**



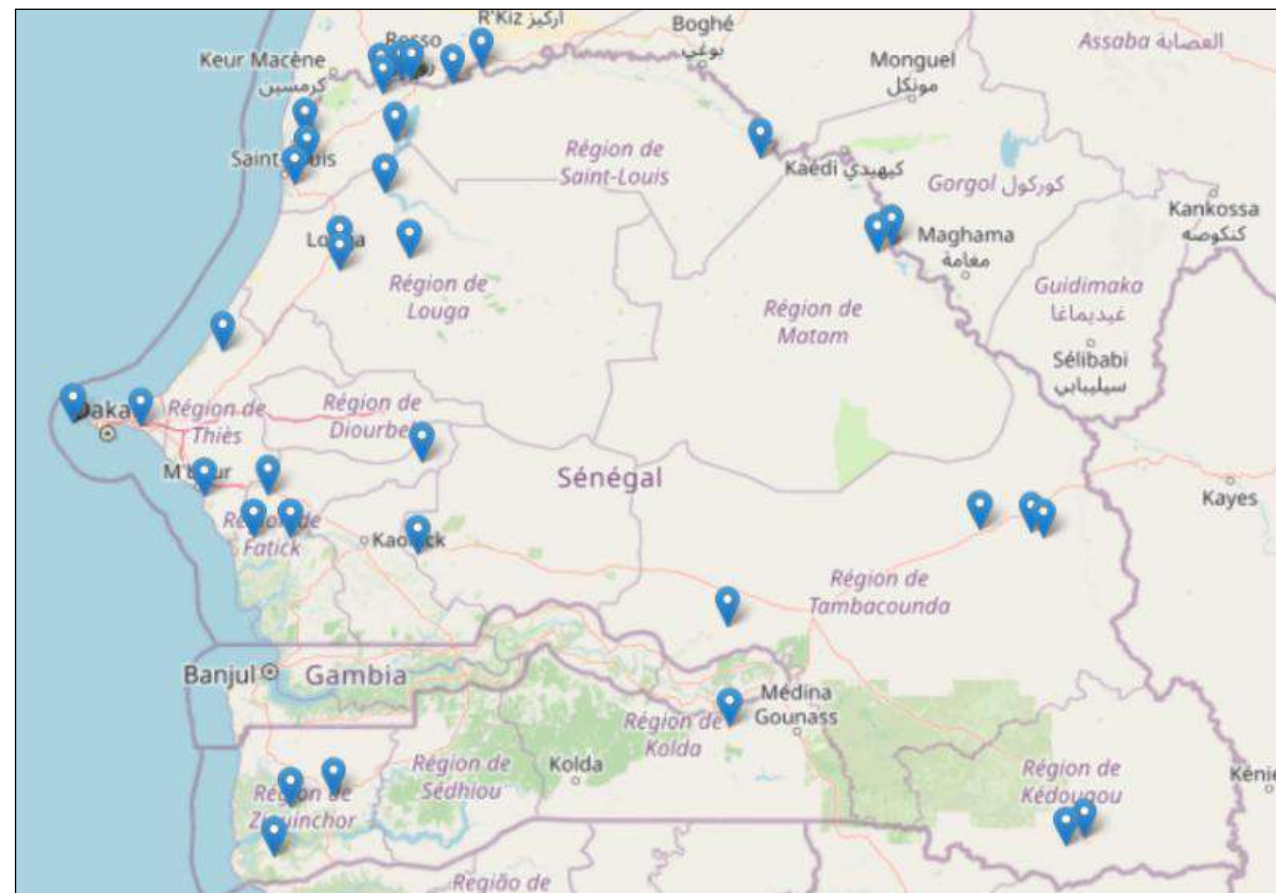
Cartographie des projets en 2024

Cette année une meilleure répartition des projets sur le territoire national :

- 11 régions sur les 14 régions du Sénégal
- Tambacounda (5 projets), Fatick (4 projets), Ziguinchor (3 projets) et Kédougou (2 projets).

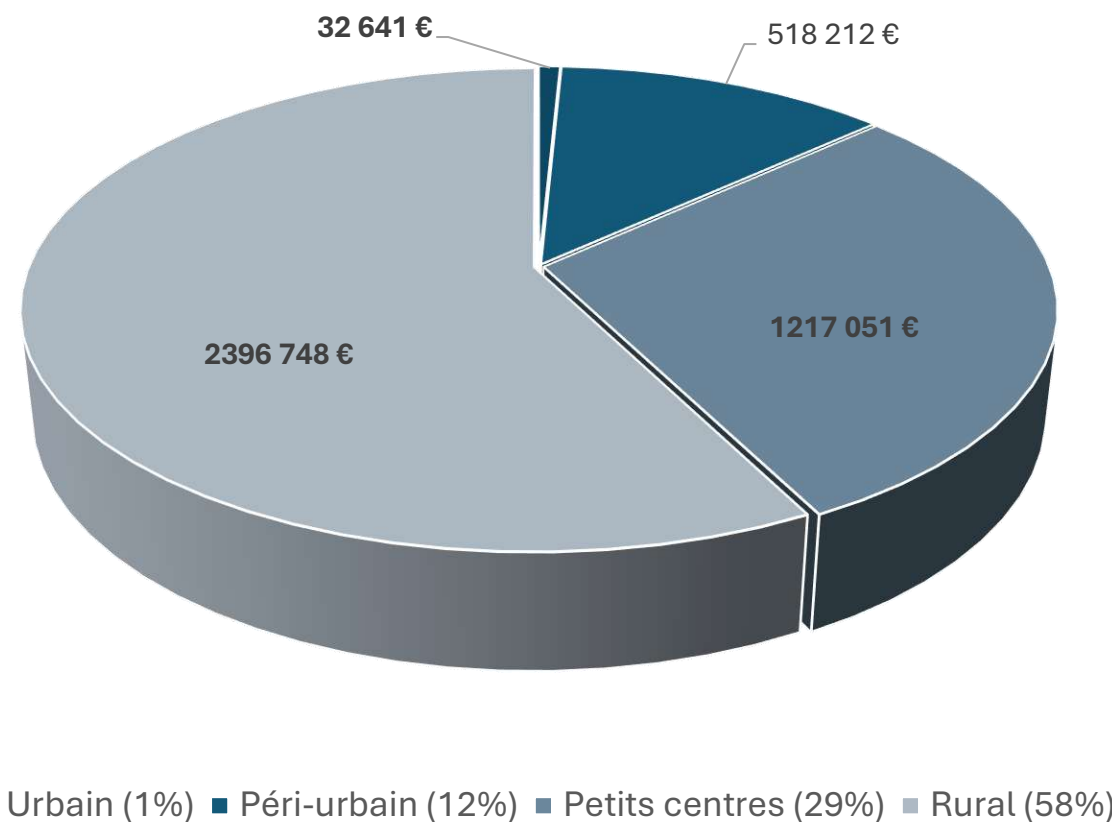
Encore une forte concentration des interventions dans la partie occidentale du pays.

Une mobilisation encore timide dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Kolda, Sédhiou et Diourbel, et dans le centre du Sénégal plus globalement.

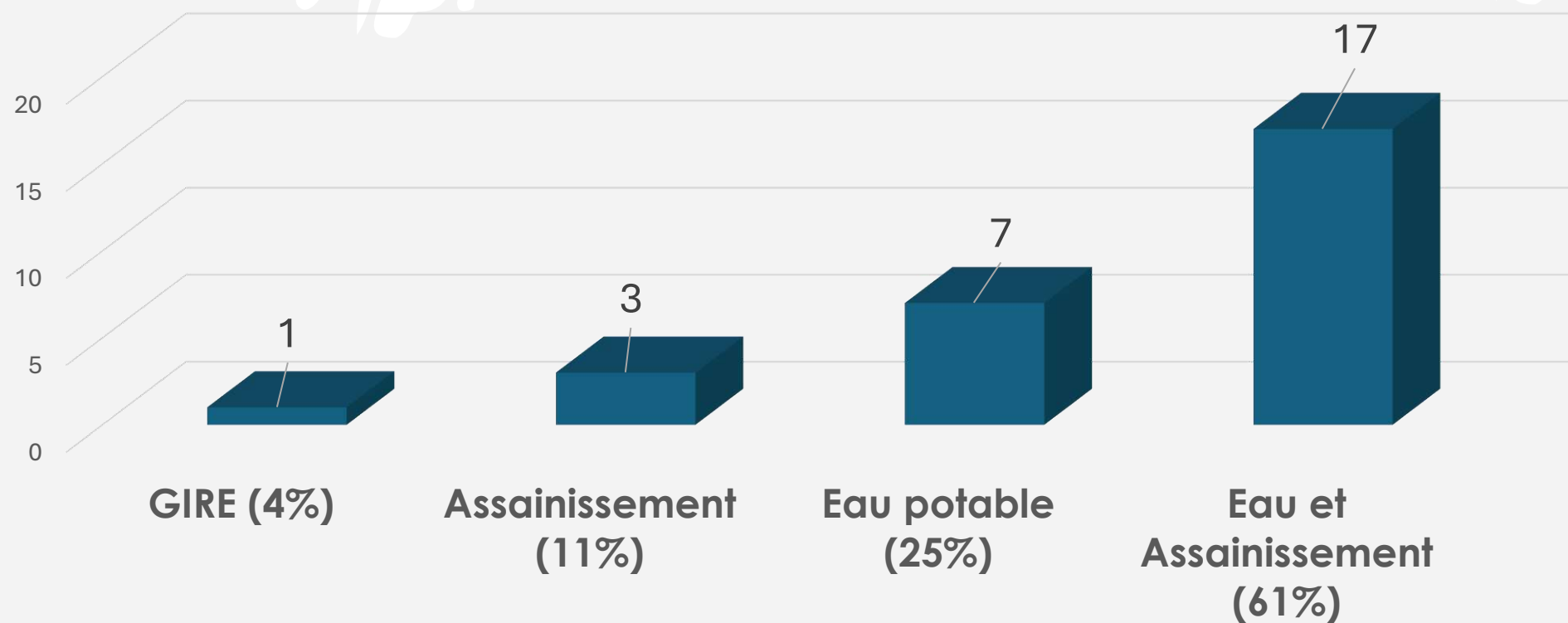


Répartition des projets par milieu d'intervention

- En 2024, **plus de la moitié des montants mobilisés en milieu rural**
- **Près du tiers des montants mobilisés a ciblé des petits centres urbains**
- **Un dixième des montants mobilisés en milieu péri-urbain et urbain**



Thématiques d'intervention des projets





12

Projets de coopération
décentralisée initiés en
2024

>> REACTIONS et ECHANGES !

Contacts:

Au Sénégal:

Basile Epiphane Bourré Diouf: basile.diouf@pseau.org

Khadidiatou Ba Ndiaye: khadidiatou.ba@pseau.org

En France:

Sylvain Cottalorda: sylvain.cottalorda@pseau.org

Carole Chemin: carole.chemin@pseau.org sur thématique GIRE zone bassin fleuve Sénégal





République du Sénégal

Un Peuple, un But, une Foi



Actualités du secteur Eau et Assainissement au Sénégal

SENEGAL



Actualités

Politique, Strategie Approche territoriale et Securité de l'Eau



Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement





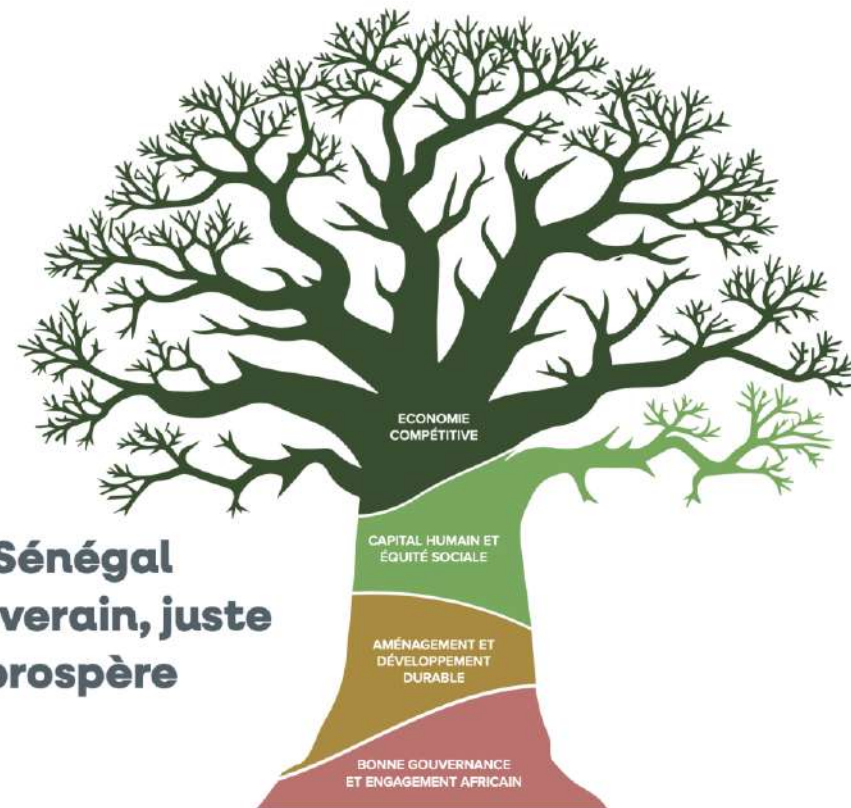
Pour une nation
**SOUVERAINE,
JUSTE, PROSPÈRE**
et ancrée dans
des valeurs fortes



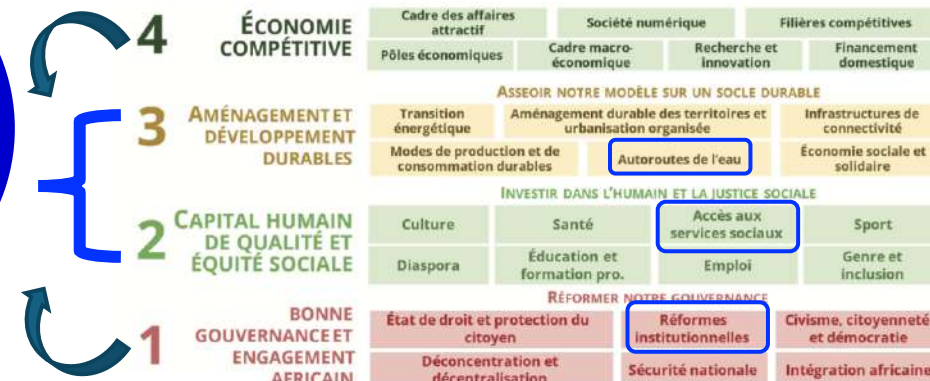
Un nouveau référentiel des politiques publiques

Une nouvelle LPSP

Un Sénégal
souverain, juste
et prospère



Eau et Assainissement



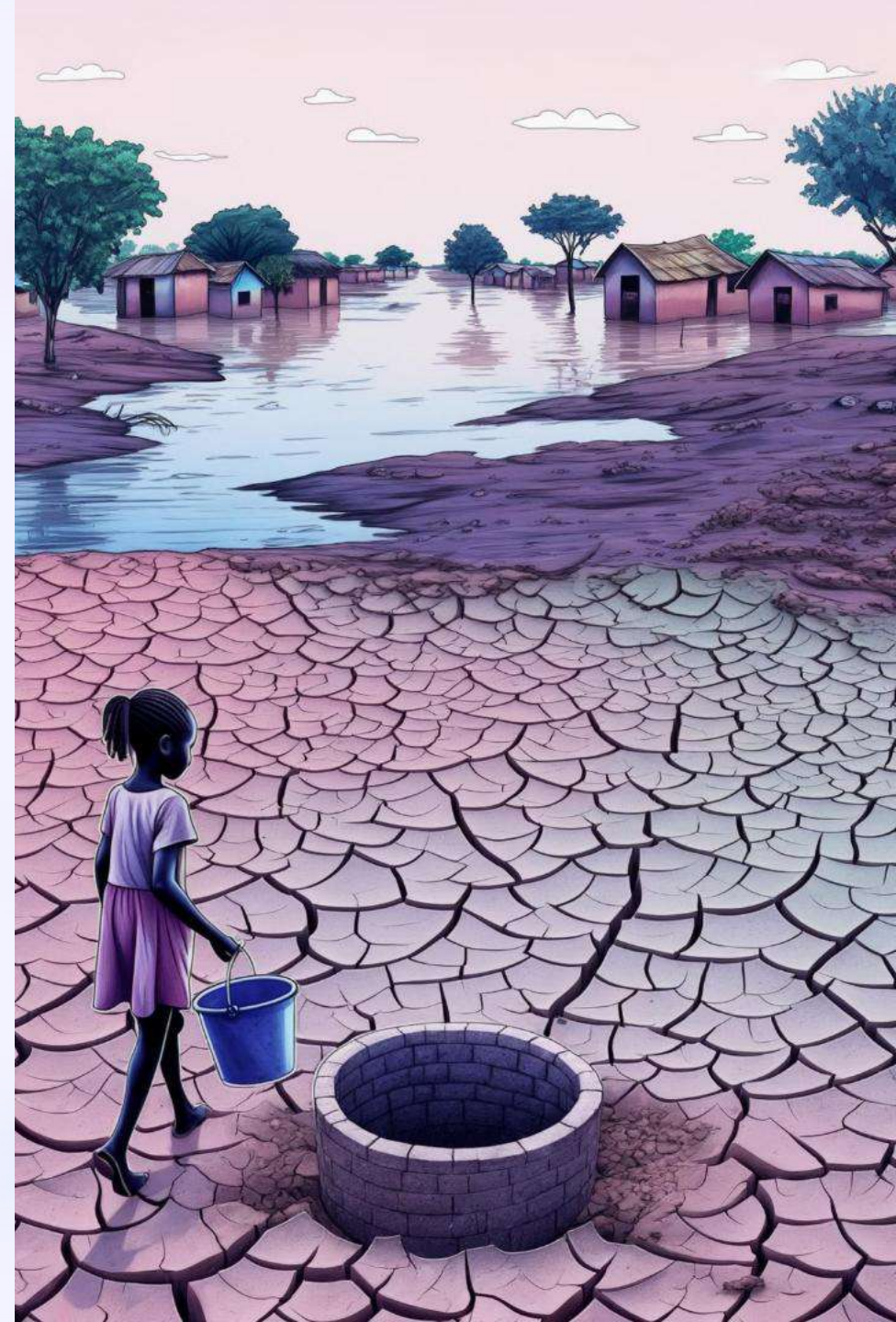
Changement climatique et sécurité de l'eau

1 Défis majeurs

Le Sénégal fait face à **deux défis majeurs** : les perspectives de croissance économique risquent d'accentuer **la pression sur les ressources en eau et d'aggraver le stress hydrique**, tandis que les **impacts des changements climatiques** menacent directement la sécurité de l'eau et accélèrent l'occurrence de phénomènes extrêmes.

2 Mesures stratégiques

Le Sénégal a structuré, planifié et mis en œuvre des mesures stratégiques pour renforcer la résilience du secteur face aux perturbations climatiques. Ces efforts doivent être poursuivis pour sécuriser durablement les ressources en eau, tout en développant des stratégies adaptées et une gestion intégrée face à ces pressions croissantes.



Le Sénégal dans l'agenda hydro-diplomatique mondial





Elaboration de la LPSD : Méthodologie

Concertations Nationales sur l'Eau l'Eau et l'Assainissement

Organisation des CNEA pour renforcer le diagnostic sectoriel et identifier les principales priorités pour la gestion intégrée des ressources en eau.

Approche participative et ascendante

Tenue de Comités Régionaux de Développement (CRD) pour recueillir les préoccupations et contributions des acteurs locaux.

Phase nationale des CNEA

Grand séminaire avec près de 200 participants travaillant dans le cadre de sessions plénières, de panels thématiques et de travaux de groupe.

Production du document de Politique Sectorielle

Élaboration par la coordination du comité scientifique des CNEA suivant les prescriptions du guide méthodologique et les bonnes pratiques de planification stratégique.

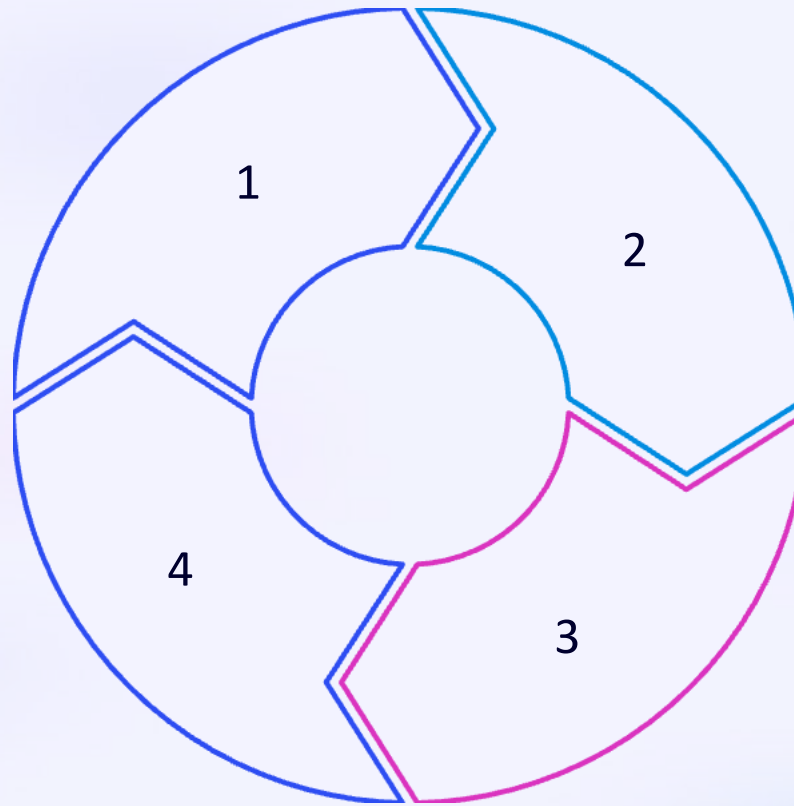
Cadre organisationnel et institutionnel

Structures classiques

Cohabitation de structures classiques et de sociétés nationales pour une gestion efficace du service public.

Autorité de Régulation

Création de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement pour marquer un tournant dans la gouvernance sectorielle.



Établissements publics

Création d'établissements publics pour relever les grands défis liés au secteur.

Réformes institutionnelles

Évolutions consolidantes et progressives impulsées à travers des réformes dans tous les sous-secteurs.

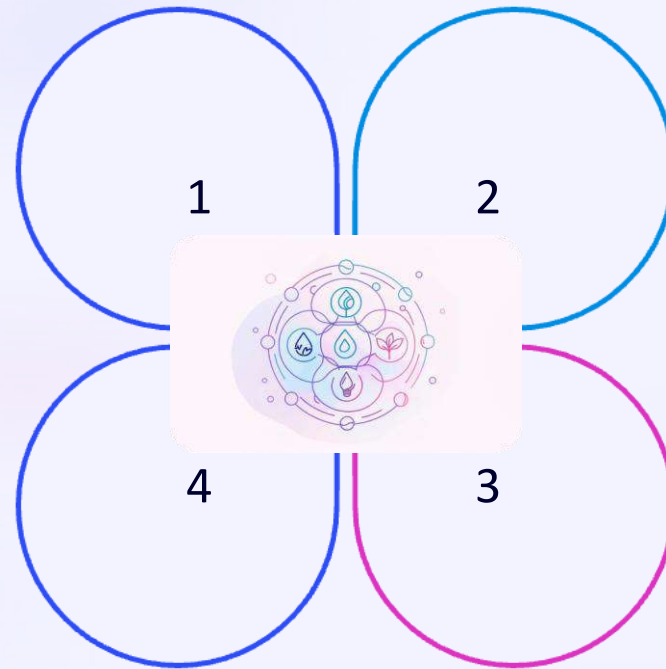
Approches intersectorielles

Eau

Gestion durable des ressources hydriques face aux pressions croissantes.

Environnement

Renforcement de la résilience des écosystèmes et adaptation au changement climatique.



Énergie

Convention entre l'OFOR et l'ANER pour la solarisation des nouveaux forages, réduisant les charges d'exploitation et l'empreinte carbone.

Agriculture

Valorisation des eaux de surface pour soutenir le développement agricole. **Eaux virtuelles**





Initiatives de Financement Innovantes



Partenariats Public-Privé

Développement de marchés clés en main avec montage financier.



Fonds Bleu Sénégal

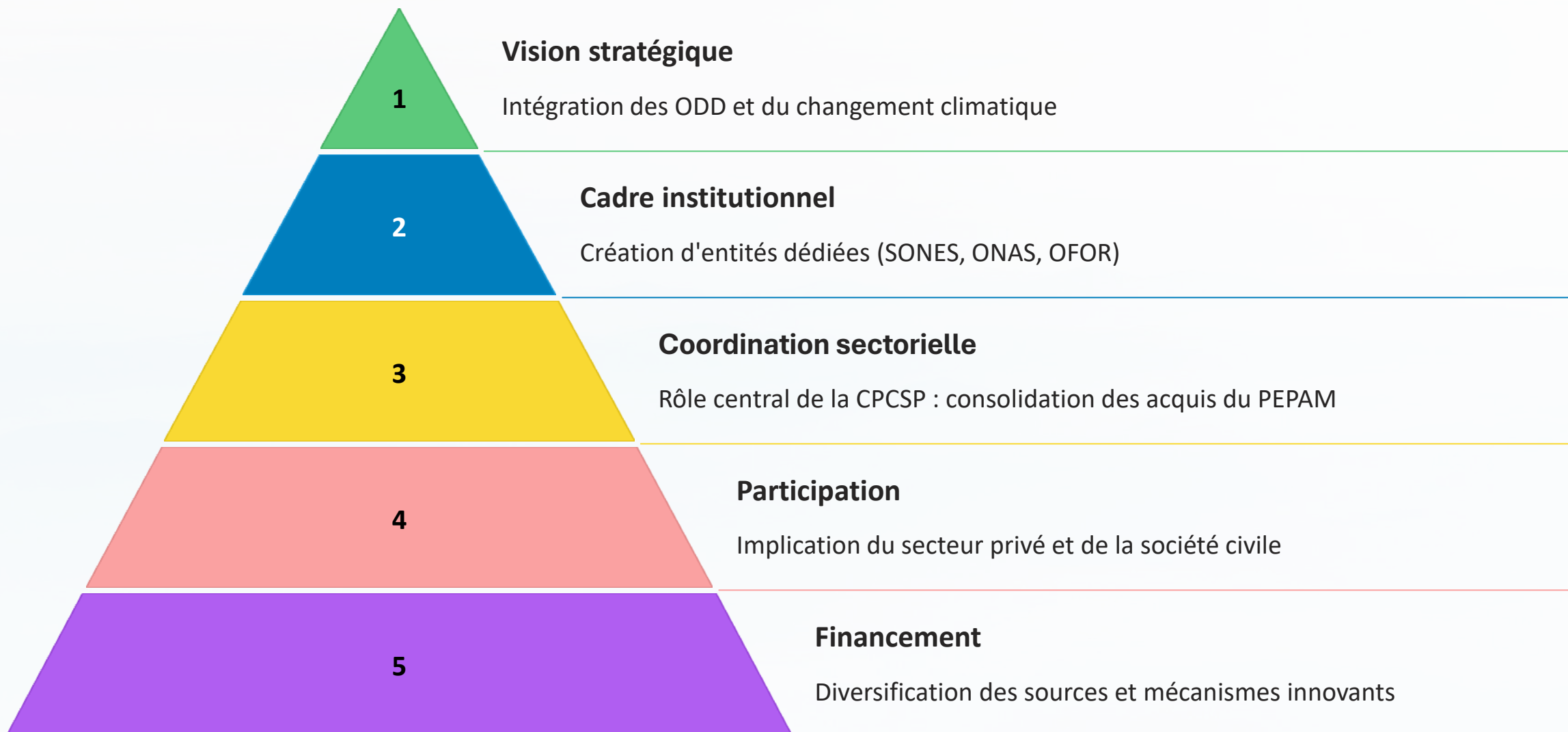
Mobilisation de ressources non traditionnelles et lancement d'obligations bleues.



Fonds Vert Climat

Accès à des financements pour des projets écologiques.

Gouvernance du secteur





Genre, Droits Humains et Protection Sociale dans l'Eau et l'Assainissement

Malgré des progrès, des inégalités persistent dans l'accès aux services d'eau et d'assainissement. Une stratégie inclusive basée sur les droits humains et l'égalité des genres est nécessaire pour garantir une participation équitable.



Rôle Crucial des Femmes

1 Responsabilités

Les femmes s'occupent principalement de l'eau et de l'assainissement.

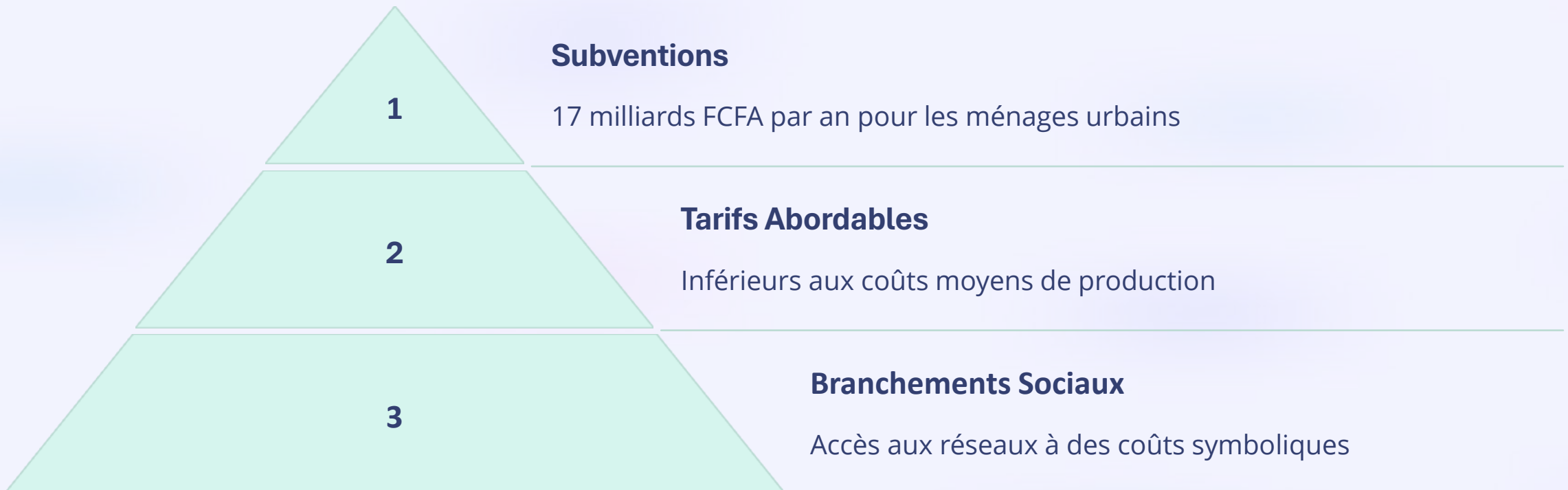
2 Participation

Leur implication dans les décisions reste insuffisante.

3 Initiatives

Le ministère a créé une Cellule Genre et introduit la budgétisation sensible au genre.

Protection Sociale et Accès à l'Eau





Défis et Perspectives

1

Inégalités Persistantes

Obstacles spécifiques pour les femmes et groupes marginalisés

2

Digitalisation

Avancées majeures malgré le manque de ressources

3

Création d'Emplois

Opportunités grâce à l'innovation et aux grands projets

Stratégie de Développement du Secteur Eau et Assainissement au Sénégal

Le Sénégal s'engage pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement, visant un accès universel, équitable et durable d'ici 2050.





Fondamentaux de la Stratégie

1

Niveau international

Contribue aux Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement.

2

Niveau régional

Aligné sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine pour l'accès universel à l'eau et l'assainissement.

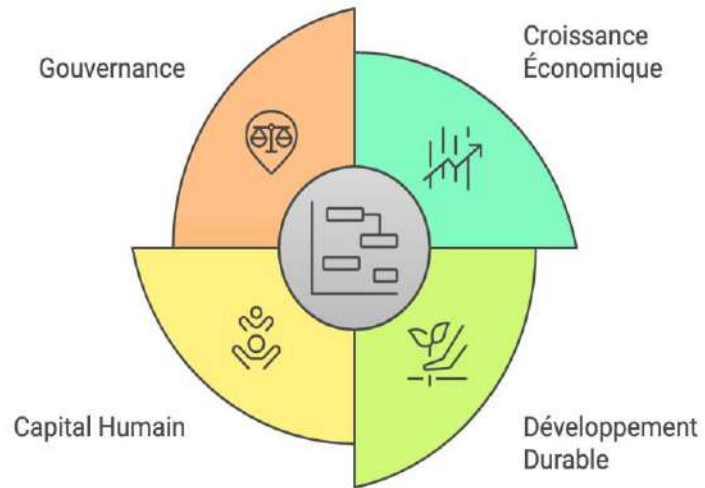
3

Niveau national

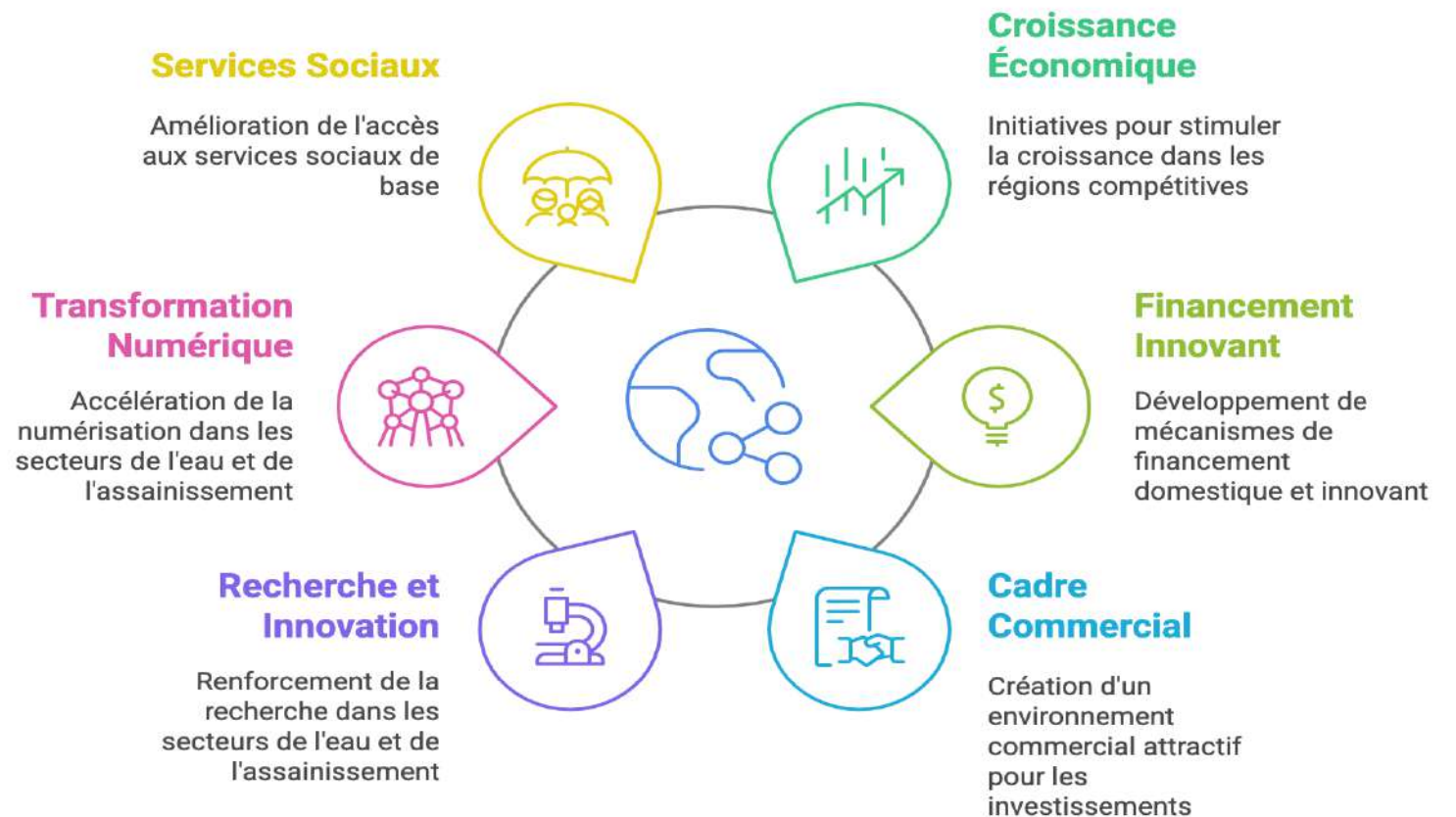
Ancré dans la Stratégie nationale de Développement 2025-2029 du Sénégal.

Alignement sur la SND

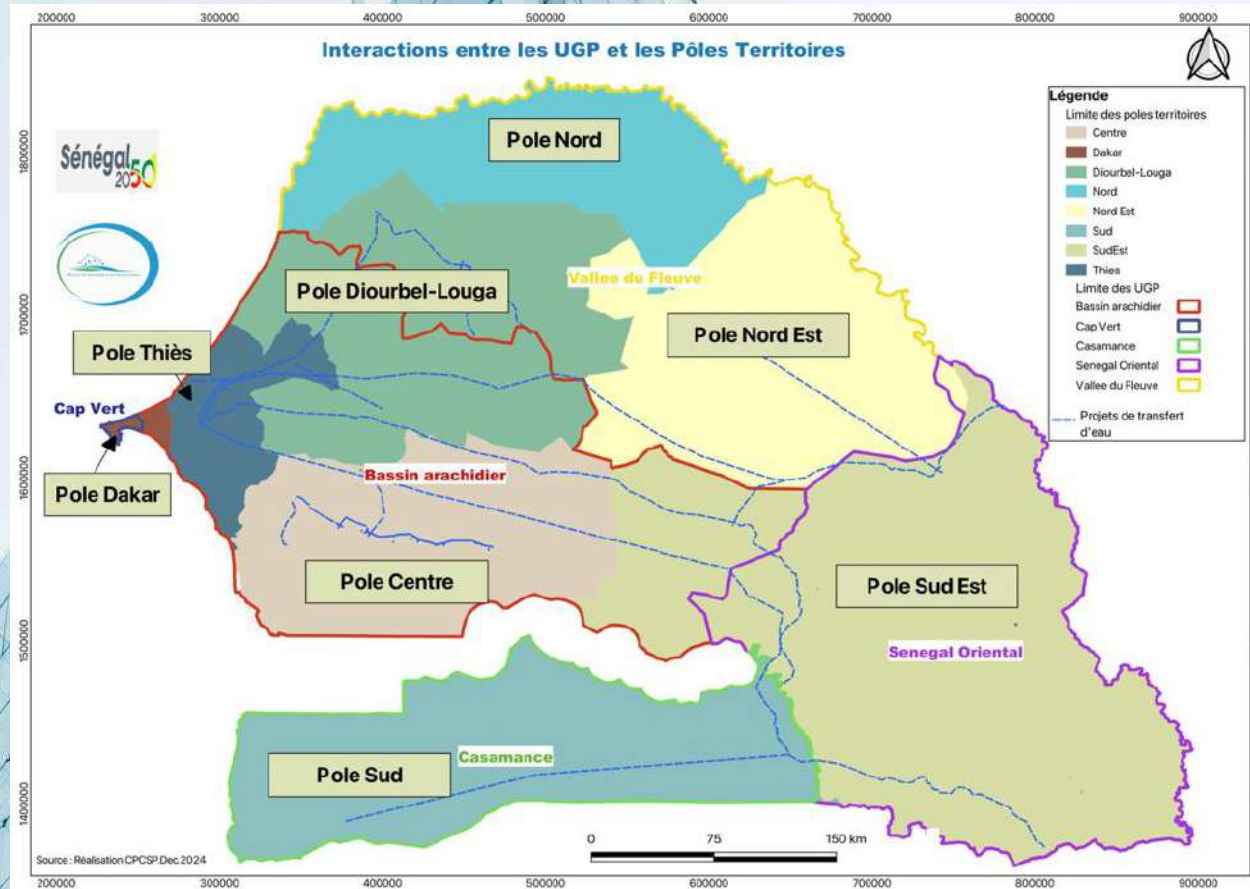
Ancrage dans l'Axe 2, Capital Humain de qualité et 2quité sociale mais transversalité dans les autres axes



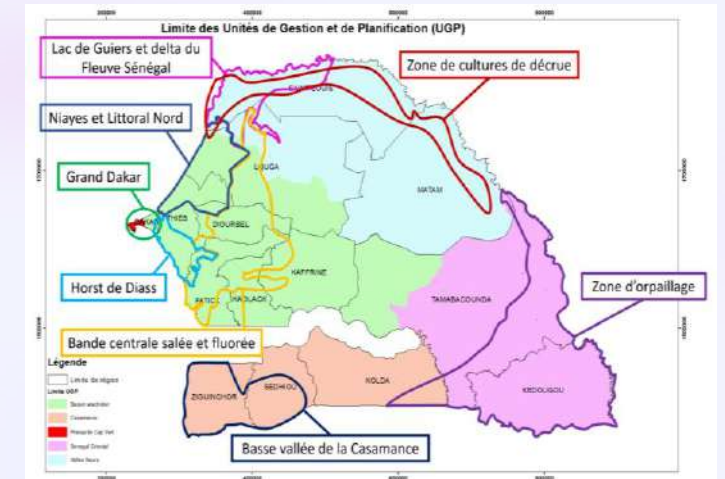
Initiatives Stratégiques pour le Développement Durable



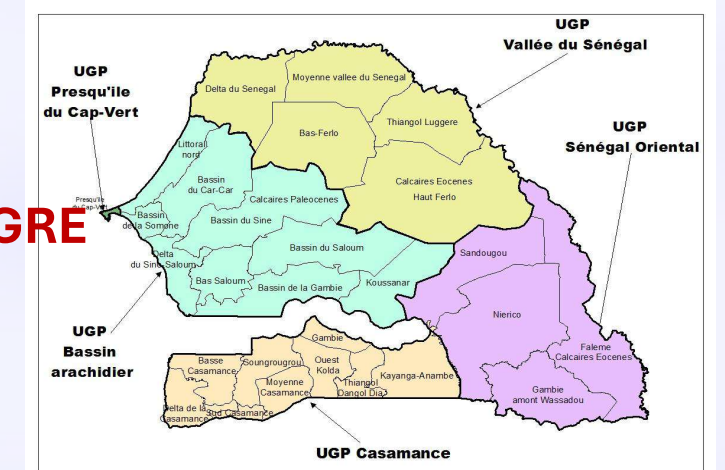
Approche des Pôles Territoires



Sécurité de l'Eau : 8 hotspots



5 SDAGE et 28 PGRE



@Schémas directeurs Eau et Assainissement

Mission du Ministère



Promouvoir une approche basée sur la sécurité de l'Eau et de l'assainissement pour renforcer la résilience et atteindre l'accès universel à des services durables d'eau et d'assainissement afin de réduire les inégalités sociales et couvrir tous les autres usages dans des territoires bien assainis à travers des solutions innovantes mobilisant des partenariats diversifiés.

Objectif Global

Contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable visant à garantir, à l'horizon 2030, l'accès universel à des services sécurisés d'eau et d'assainissement tout en assurant une gestion intégrée des ressources en eau basée sur l'approche nexus et la coopération.

Principes et Valeurs



Redevabilité

Garantir la bonne
gouvernance du secteur



Performance

Viser l'efficacité et
l'efficience



Équité

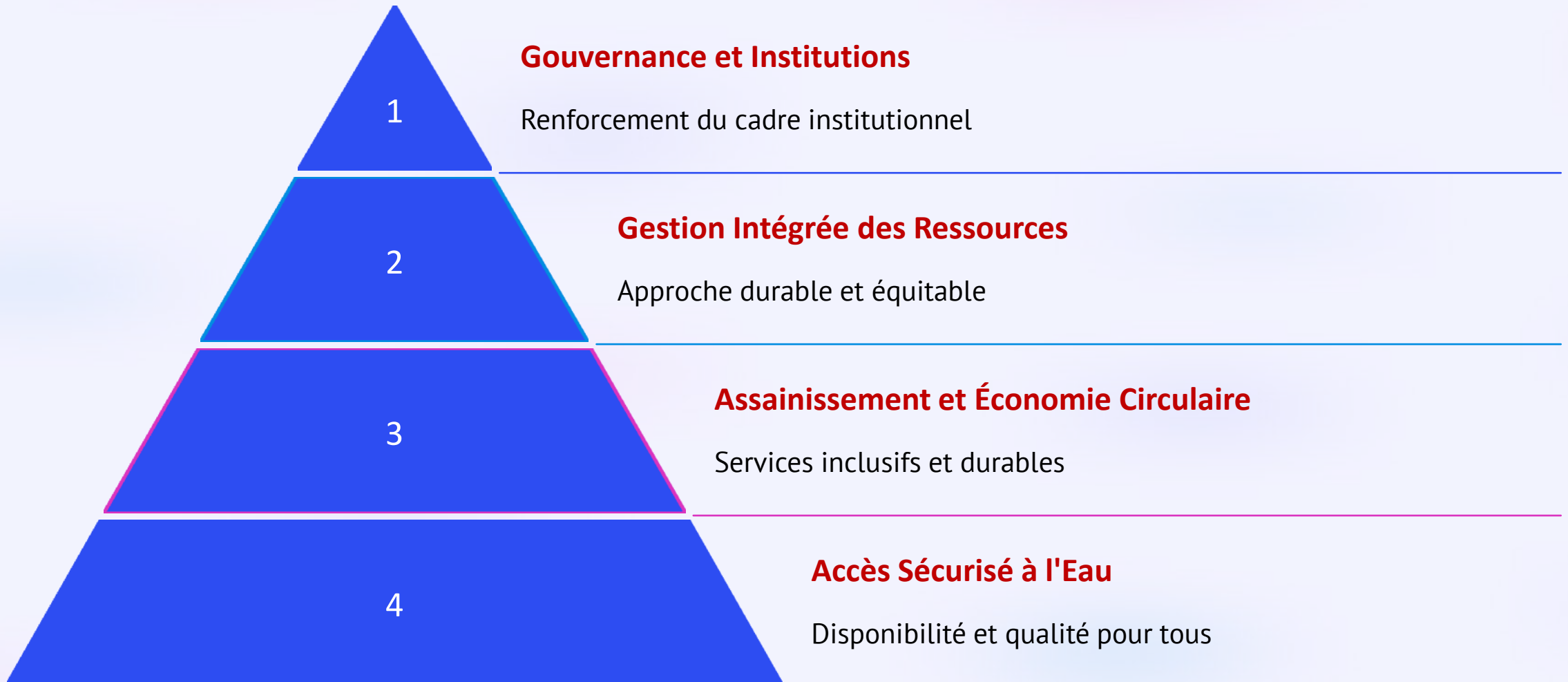
Assurer un accès juste pour
tous



Territorialisation

Adapter les solutions aux
contextes locaux

Orientations Stratégiques



Accès Sécurisé à l'Eau

1

Accès universel

Assurer l'accès universel à l'eau potable et renforcer la sécurité de l'approvisionnement

2

Gestion durable

Garantir un équilibre durable entre exploitation, gestion professionnelle et performance technique

3

Gouvernance améliorée

Améliorer la gouvernance du secteur de l'eau



Actions Clés pour l'Accès à l'Eau

Investissements

Renforcement et renouvellement du patrimoine des ouvrages d'eau, correction des disparités territoriales

Qualité du Service

Amélioration de la continuité dans la distribution et de la qualité de l'eau

Financement

Révision du tarif de l'eau pour assurer l'équilibre financier du secteur tout en garantissant son abordabilité

Assainissement et Économie Circulaire

- 1** Systèmes durables
Améliorer l'accès à des systèmes d'assainissement durables dans une démarche d'économie circulaire de l'eau
- 2** Financements innovants
Mobiliser des financements durables et innovants pour l'assainissement et l'hygiène
- 3** Gouvernance renforcée
Renforcer la gouvernance du sous-secteur de l'assainissement liquide

Actions Clés pour l'Assainissement

Infrastructures

Promotion des branchements sociaux au réseau d'égout, construction de nouvelles stations d'épuration

Valorisation

Promotion du concept de Station de Valorisation des Eaux Usées et des Boues de Vidange

Financement

Augmentation des financements publics, création d'un fonds pour l'assainissement

Gestion Intégrée des Ressources en Eau

1

Gouvernance

Améliorer la Gouvernance, les instruments de gestion et le Système d'information

2

Qualité

Améliorer la qualité des masses d'eau et des services

3

Résilience climatique

Réduire la vulnérabilité aux Changements climatiques

4

Valorisation

Valoriser les eaux pour la croissance et la Sécurité alimentaire

Actions Clés pour la GIRE

Concertation

Institutionnalisation et opérationnalisation des cadres de concertation à tous les niveaux

Données

Renforcement et modernisation du dispositif de collecte, de traitement et de diffusion des données

Solutions naturelles

Promotion des solutions fondées sur la nature pour la résilience climatique

Renforcement de la Gouvernance

1

Capacités

Développer de manière durable et équitable les capacités des acteurs du secteur

2

Exécution

Améliorer la qualité de l'exécution des opérations du secteur

3

Cadre institutionnel

Consolider le cadre institutionnel et les réformes sectorielles



Actions Clés pour la Gouvernance

Formation

Création d'un centre de perfectionnement des métiers de l'eau

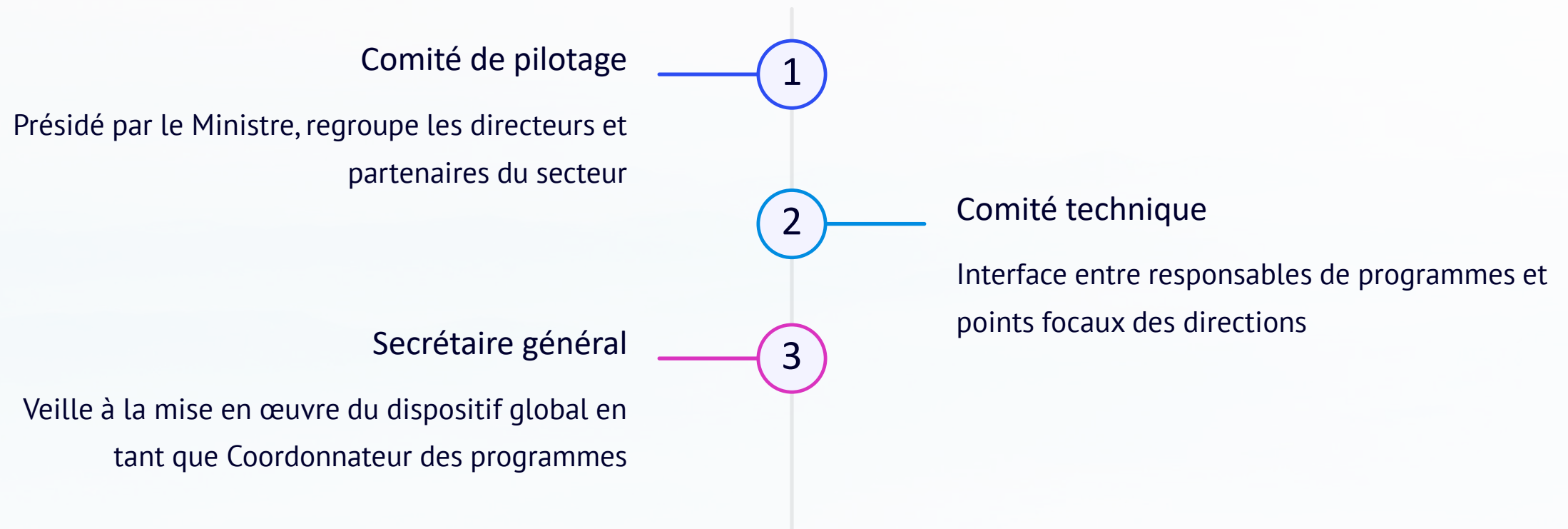
Digitalisation

Mise en œuvre de la feuille de route de renforcement de la digitalisation du secteur : New Deal Technologique

Réformes

Révision inclusive de la législation globale du secteur, notamment le Code de l'eau et de l'assainissement

Cadre de Pilotage et Suivi-Évaluation



Financement et Partenariats

Sources diversifiées

Diversification des sources de financement (participatif, RSE, financements climatiques, taxes écologiques)

Partenariats public-privé

Promotion de partenariats pour la gestion du service public impliquant le secteur privé national

Coopération académique

Développement de la coopération avec les universités et instituts de recherche

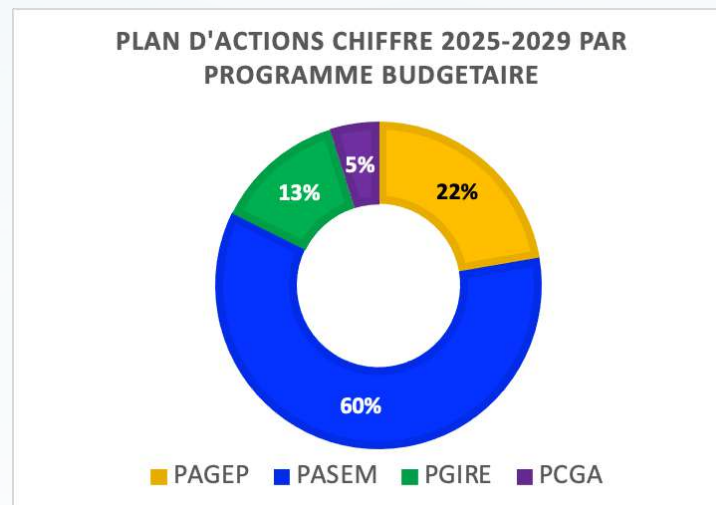
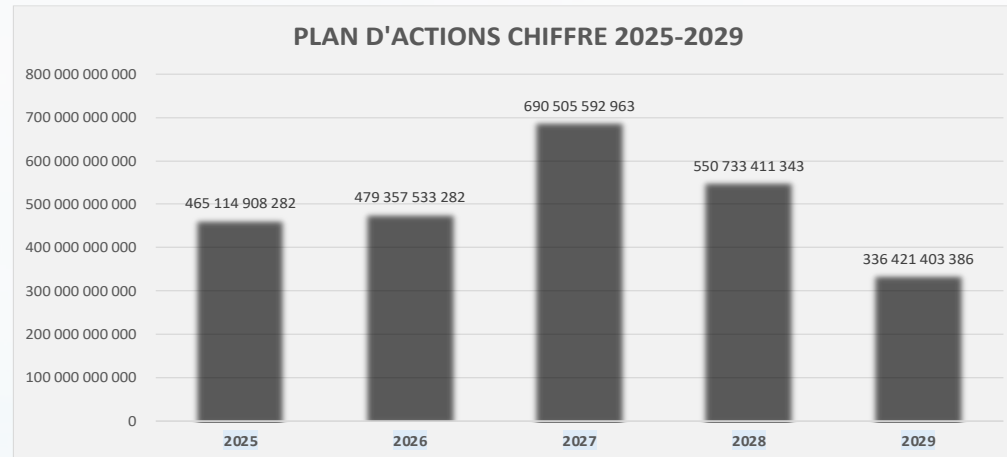
Coopération décentralisée

Développement de la coopération avec les Collectivités Territoriales les Associations et ONG



Besoins de financement

4 183 Milliards FCFA sur 5 ans





RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT

PHASE 1 DES AUTOROUTES DE L'EAU

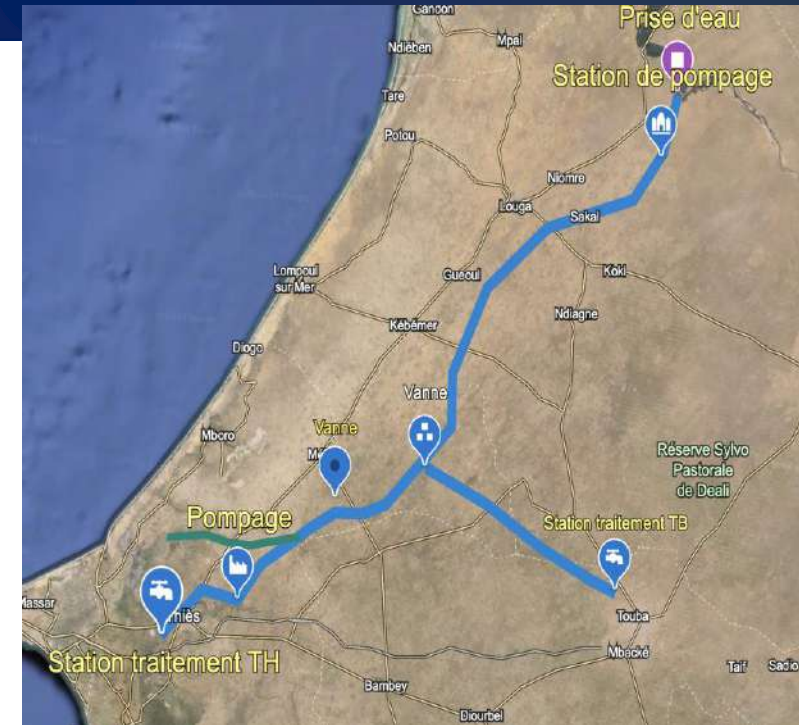
- ❑ Grand Projet de Transfert d'Eau du Lac de Guiers
- ❑ Phase intermédiaire 2026-2029 pour l'AEP de Dakar
- ❑ Projet de production et de transfert d'eau potable en région de Ziguinchor
- ❑ Transfert d'eau de Malem Hoddar



PHASE 1 DES AUTOROUTES DE L'EAU

GRAND PROJET DE TRANSFERT D'EAU DU LAC DE GUIERS

- ❖ Réalisation d'une prise d'eau et des infrastructures de production d'eau, de transfert gravitaire d'eau brute (29 m³/s) sur environ 160 km jusqu'à Thiès,
- ❖ **Thies, Carrefour de l'Eau:** Construction de station de pompage et de conduite secondaire pour une usine de traitement d'eau sur le plateau de Thiès de 600.000 m³/j et des réservoirs d'une capacité globale de 500.000 m³ ;
- ❖ Réalisation d'une conduite secondaire de gros diamètre pour transporter de **l'eau brute sur environ 60 km jusqu'à Touba et construction de stations de pompage et de potabilisation;**
- ❖ **Alimentation en eaux brutes des périmètres horticoles de la zone des Niayes**



Coût du GTE estimé à 788 milliards FCFA (soit 1,3 milliards USD) dont 13 milliards FCFA (indemnisation PAP) et **40 milliards FCFA pour la composante Irrigation.**

D'autres prises d'eaux brutes aménageables en fonction des demandes en route définies en relation avec le Ministère chargé de l'Agriculture pour alimenter de grands casiers agricoles situés le long des tracés.

Couvrir la demande en eau à l'horizon 2040 des centres/secteurs qui sont dans la Zone Sud dans les départements de Ziguinchor, Oussouye, Bignona ainsi que les localités rurales traversées par la conduite d'adduction.

D'un coût global de ce projet est estimé à 259,4 milliards FCFA et sa consistance est de :

- ❖ Réaliser 40 forages de débit global 120 000 m³/j
- ❖ Réaliser 03 stations de pompage
- ❖ Fournir et poser 174 km de conduite d'adduction de DN500 à 1400 mm
- ❖ Construire 12 châteaux d'eau de taille unitaire 500 à 2500 m³
- ❖ Réaliser 470 km de réseau de distribution de diamètre 63 à 600 mm
- ❖ Mettre en place des ouvrages de stockage et des réseaux de distribution des localités rurales traversées



Améliorer les conditions socioéconomiques et sanitaires des populations vivant aussi bien en milieu urbain que rural dans le bassin arachidier, sans toutefois causer des impacts négatifs sur l'environnement.

Zone d'emprise du projet (axe Malem Hoddar – Bassin Arachidier) avec 12 centres urbains et plus de 16 communes rurales dans les régions de Kaffrine, Kaolack, Diourbel et Fatick

Population bénéficiaire d'environ 1,5 millions d'habitants à l'horizon 2040.



Le coût global du Projet de transfert d'eau de Malem Hoddar est estimé à **environ 455 milliards FCFA.**

Possibilité de financement dans le cadre d'un partenariat public-privé.



Vers des réformes structurelles ambitieuses

**RÉFORME DE LA GESTION
DES RESSOURCES EN
EAU**

**CRÉATION DE L'ARSE :
AUTORITE DE REGULATION DU
SECTEUR DE
L'EAU**

**RÉFORME DE LA GESTION
DU SERVICE PUBLIC DE
L'ASSAINISSEMENT**

**RÉFORME GÉNÉRALE
DE LA GESTION DU
SERVICE PUBLIC DE
L'EAU**

**STRUCTURATION
ORGANISATIONNELLE DU
MHA**

Réforme de la Gestion du Service Public de l'Assainissement

L'assainissement est un pilier essentiel de la santé publique et du développement durable. Malgré les progrès, des défis persistants exigent une approche novatrice pour garantir des services efficaces et accessibles à tous.



Financements et modèles de gestion Innovants

Mobiliser des capitaux durables via des partenariats public-privé, une redevance assainissement révisée et d'autres sources.



Infrastructures Modernes

Investir dans des technologies innovantes pour améliorer l'efficacité des infrastructures existantes et développer de nouvelles solutions durables.



Gouvernance Locale Renforcée

Renforcer la capacité des autorités locales à planifier, financer et gérer les services d'assainissement de manière transparente et responsable.



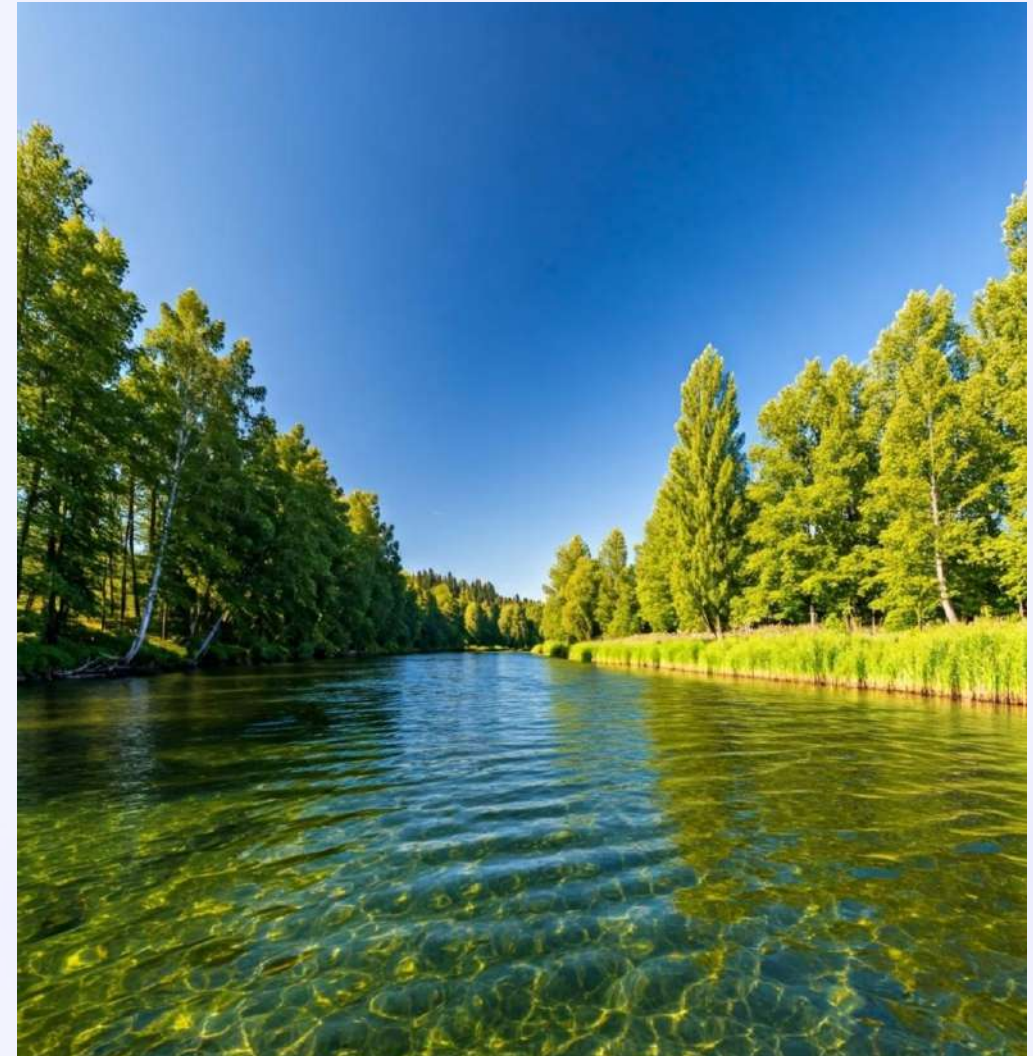
Éducation à l'Hygiène

Mettre en œuvre des programmes éducatifs pour promouvoir les pratiques d'hygiène personnelle et communautaire, réduisant ainsi les risques de contamination.

Réforme de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

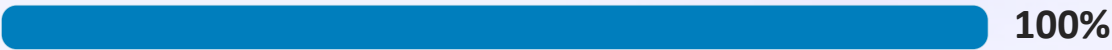
La révision du Code de l'eau et la réforme du cadre institutionnel de la GIRE sont des étapes cruciales pour une gestion intégrée et participative des ressources en eau, assurant la durabilité et la protection de nos écosystèmes aquatiques.

- **Clarification des Compétences et renforcement des entités en charge de la GIRE** : Définir clairement les rôles de l'État, des collectivités, des opérateurs et des usagers.
- **Protection des Écosystèmes** : Instaurer des débits environnementaux minimaux et interdire les constructions en zones inondables.
- **Renforcement du financement (Fonds GIRE)** : Financer des projets locaux de préservation et de valorisation de l'eau.
- **Promotion de l'approche Nexus** : Mettre en place des cadres institutionnels et financiers durables pour la mobilisation et la gestion de l'eau à usage productif, notamment pour l'agriculture et pour les mines.
- **Promotion de la Recherche** : Encourager l'innovation et le transfert de technologies pour une gestion durable.



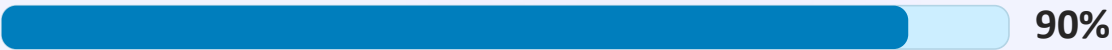
3 . Réforme du Service Public de l'Eau

L'accès universel à l'eau potable est une priorité. Cette réforme vise à harmoniser la gestion et à optimiser les services pour garantir un approvisionnement sûr et équitable pour tous les Sénégalais.



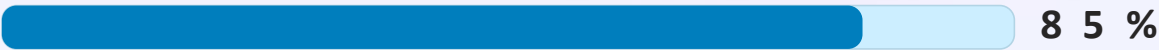
Accès Universel et équitable

À l'horizon 2030, l'objectif est d'assurer l'accès universel à l'eau potable pour tous les Sénégalais. Cette réforme vise à harmoniser la gestion et à optimiser les services pour garantir un approvisionnement sûr et équitable pour tous les Sénégalais.



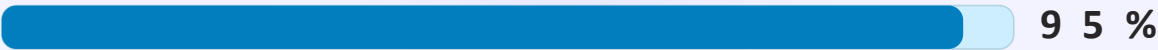
Optimisation Tarifaire

La réforme vise à harmoniser la gestion et à optimiser les services pour garantir un approvisionnement sûr et équitable pour tous les Sénégalais.



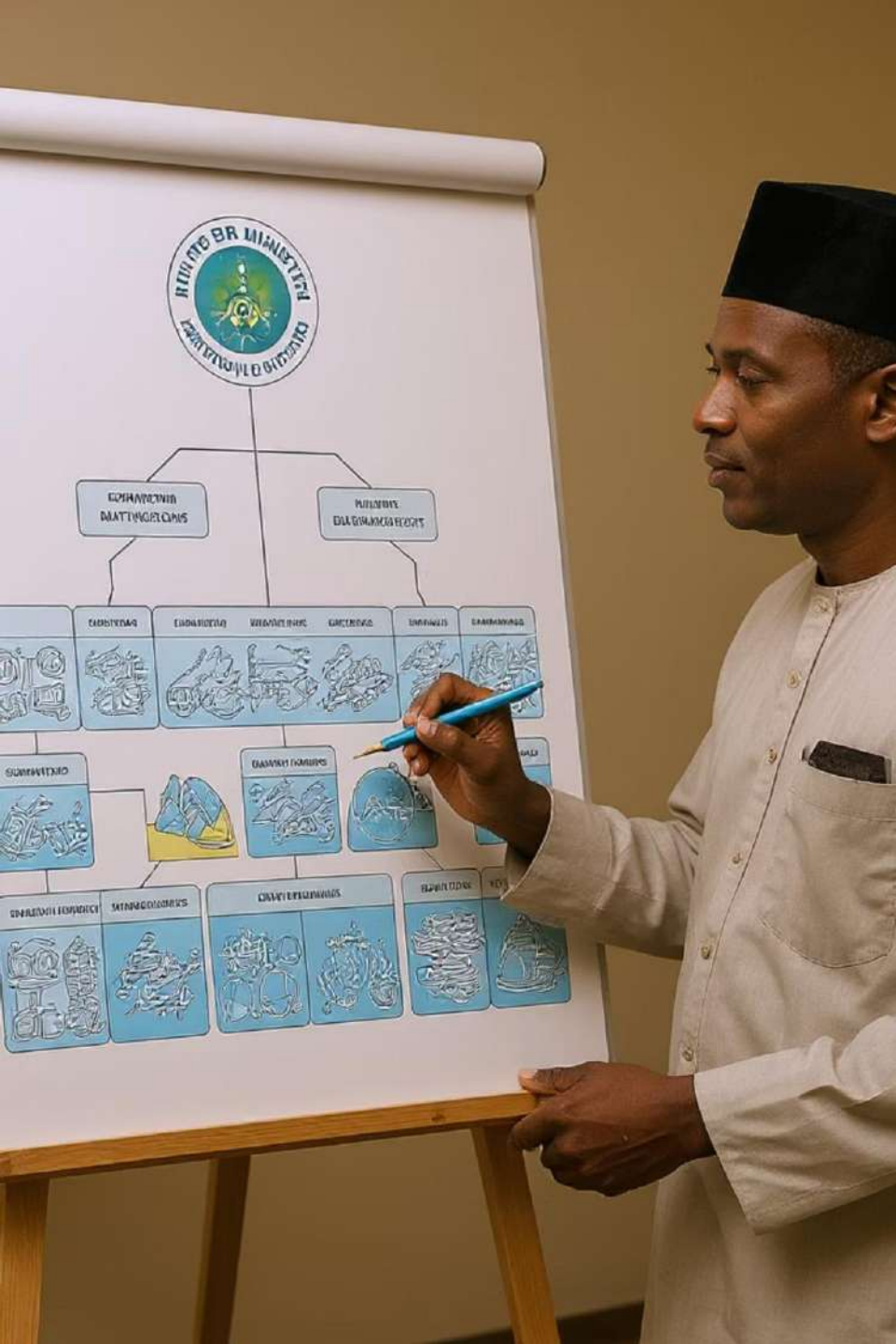
Infrastructures Stratégiques

Déployer des "autoroutes de l'eau" pour sécuriser l'approvisionnement.



Meilleure approche territoriale

Ancrer la politique de l'accès dans une démarche d'implication renforcée des collectivités territoriales.



Optimisation Organisationnelle du Ministère

Pour piloter efficacement ces réformes ambitieuses, le Ministère doit entreprendre sa propre transformation, en simplifiant ses structures et en renforçant ses capacités opérationnelles.

Simplification des Structures

Rationaliser les directions, agences et organes consultatifs pour une plus grande agilité.

Renforcement des Capacités

Formation continue, recrutement de compétences spécialisées et digitalisation des processus.

Déconcentration des Actions

Accorder plus de moyens et d'autonomie aux directions régionales.

Culture de la Performance

Instaurer une culture axée sur l'innovation, la performance et la redevabilité à tous les niveaux.



MERCI POUR VOTRE ATTENTION





REPUBLIQUE DU SENEGAL

Ministère de l'Eau et de l'Assainissement

**Direction de la Gestion et de la Planification des
Ressources en eau**



PRESENTATION DE LA DGP RE

- ☐ **MISSIONS DE LA DGPPE**
- ☐ **AMELIORATION DES CONNAISSANCES SUR LA RESSOURCE**
- ☐ **CADRE DE GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE DE LA GIRE**

MISSIONS DE LA DGPRE

MISSIONS DE LA DGPRE

La Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE) est chargée :

- ☐ **de conduire les études générales relatives aux ressources en eau, à l'inventaire, à l'évaluation, à la planification et à la gestion des ressources en eau ;**
- ☐ **d'élaborer et de piloter le schéma directeur et le plan de gestion des ressources en eau ;**
- ☐ **de mettre en place et de gérer les réseaux de mesure et d'observation sur les différents aquifères et cours d'eau ;**
- ☐ **de mettre à la disposition des structures du Département et des autres utilisateurs, les banques de données et les informations nécessaires à la mobilisation et à la gestion des ressources en eau ;**
- ☐ **d'étudier les demandes d'autorisation de construction et d'utilisation d'ouvrages de captage et de rejet d'eaux ;**
- ☐ **d'assurer le suivi de l'application des textes législatifs et réglementaires, notamment les dispositions du Code de l'eau relatives à la police de l'eau ;**

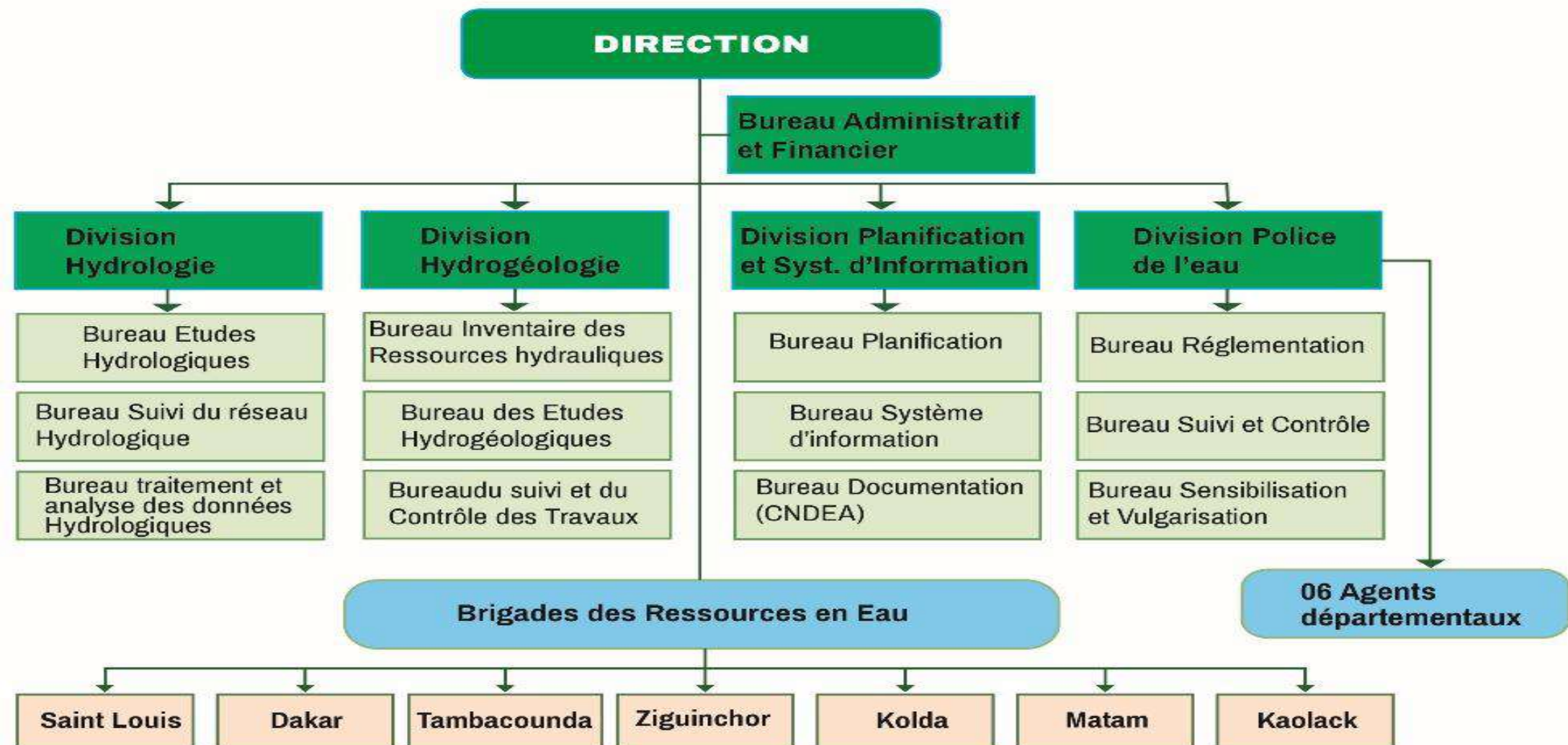
MISSIONS DE LA DGPRE

La Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE) est chargée :

- ☐ **d'assurer la planification des besoins en eau pour tous les usages ainsi que leur mobilisation, en rapport avec les services des ministères concernés ;**
- ☐ **d'assurer le secrétariat du Comité technique de l'Eau ;**
- ☐ **de préparer les réunions du Conseil supérieur de l'Eau et d'en assurer le suivi de l'application des décisions ;**
- ☐ **d'assurer le suivi de l'application des textes législatifs et réglementaires, notamment les dispositions du Code de l'eau relatives à la police de l'eau ;**
- ☐ **d'identifier les nouveaux domaines de réglementation et de proposer la mise à jour régulière des textes législatifs et réglementaires ;**
- ☐ **de contrôler la mise en œuvre des politiques sectorielles et tarifaires définies par l'Etat en matière d'hydraulique ;**
- ☐ **d'assurer, pour le compte du Ministère, la tutelle technique de l'Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC), notamment le suivi et l'évaluation des contrats de performance ;**
- ☐ **de suivre les questions afférentes aux organisations internationales entrant dans ses domaines de compétences.**

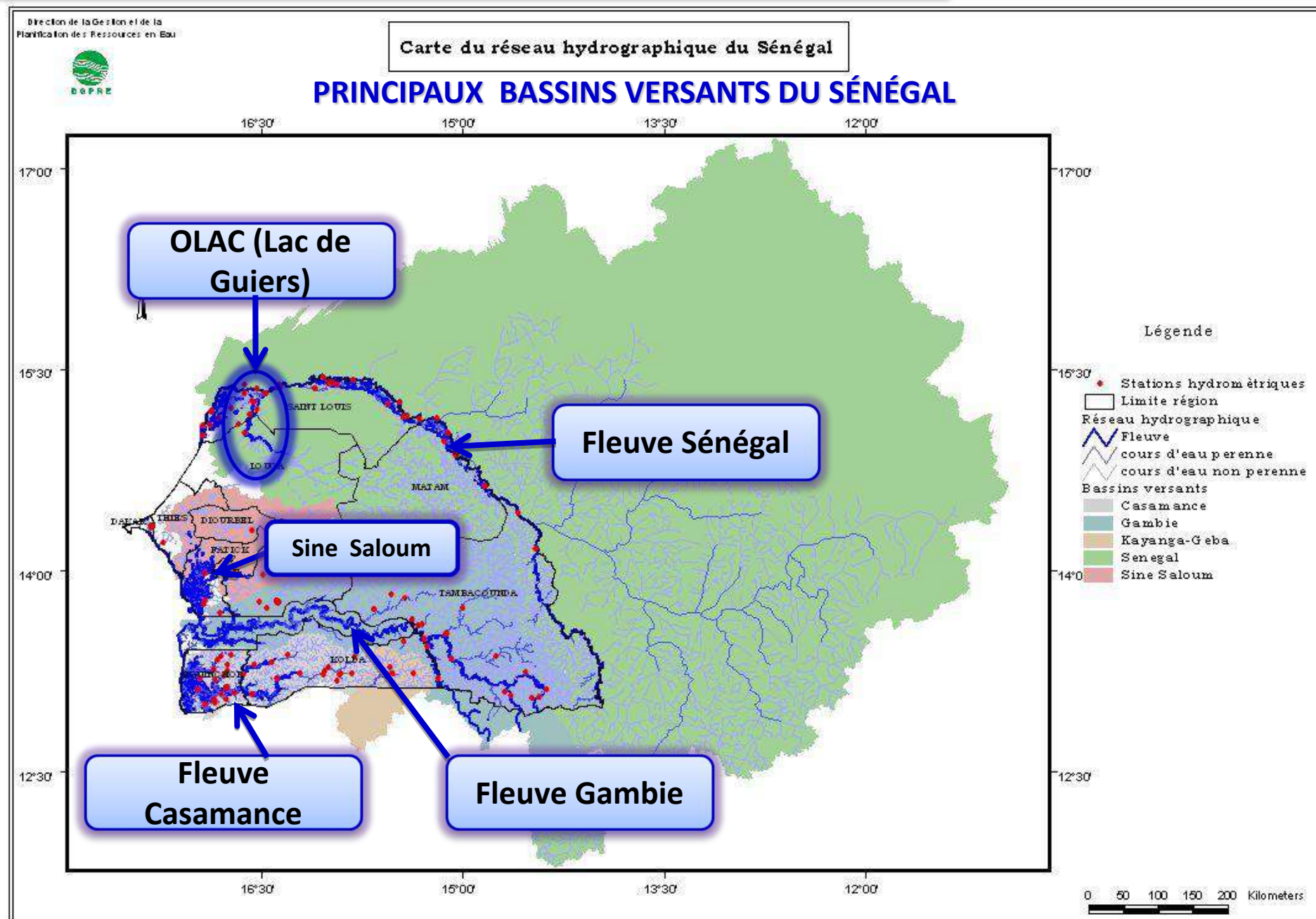
MISSION DE LA DGPPE

Organigramme



AMELIORATION DES CONNAISSANCES SUR LA RESSOURCE EN EAU

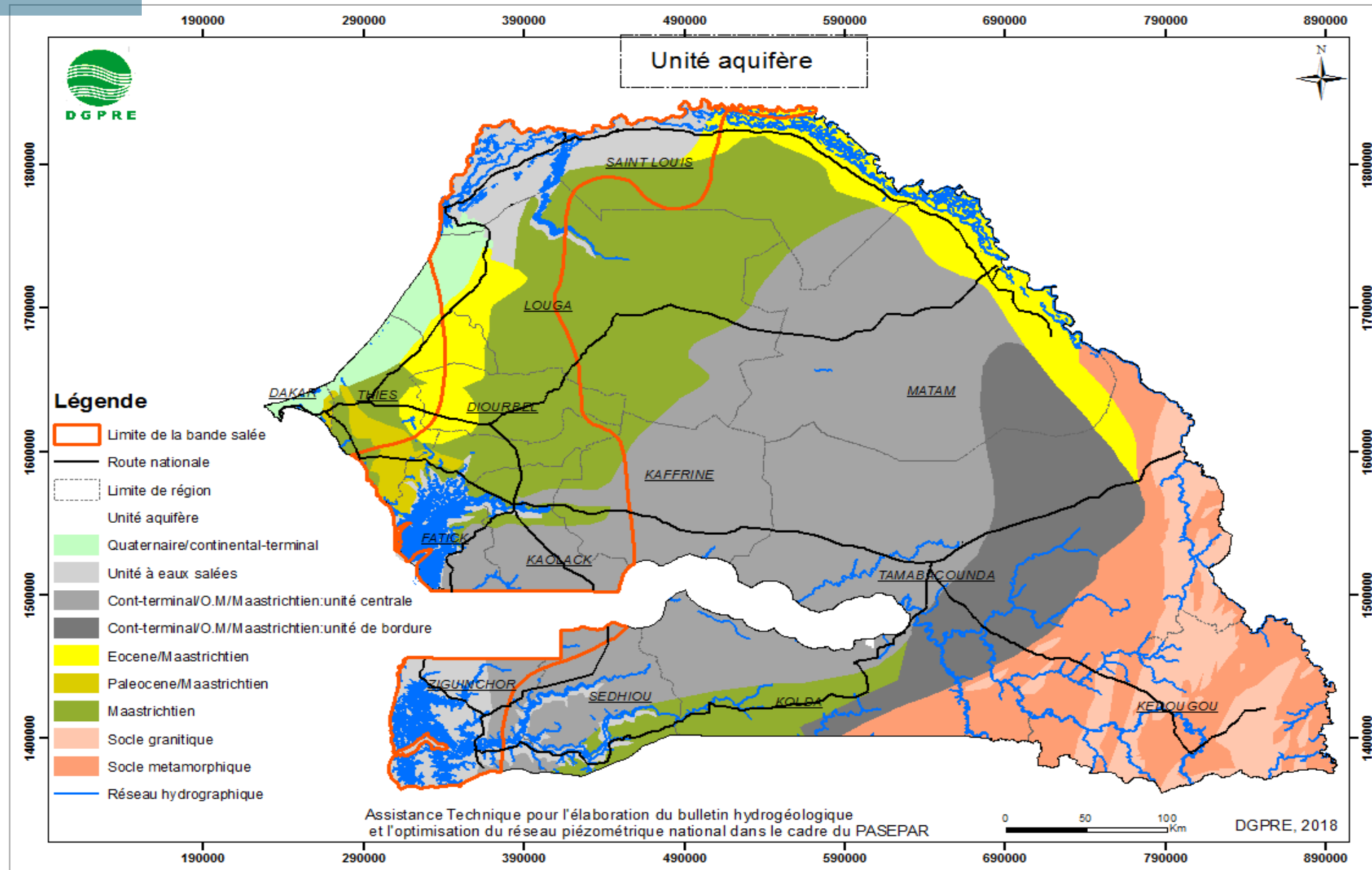
RÉSEAU DE SUIVI HYDROMÉTRIQUE NATIONAL



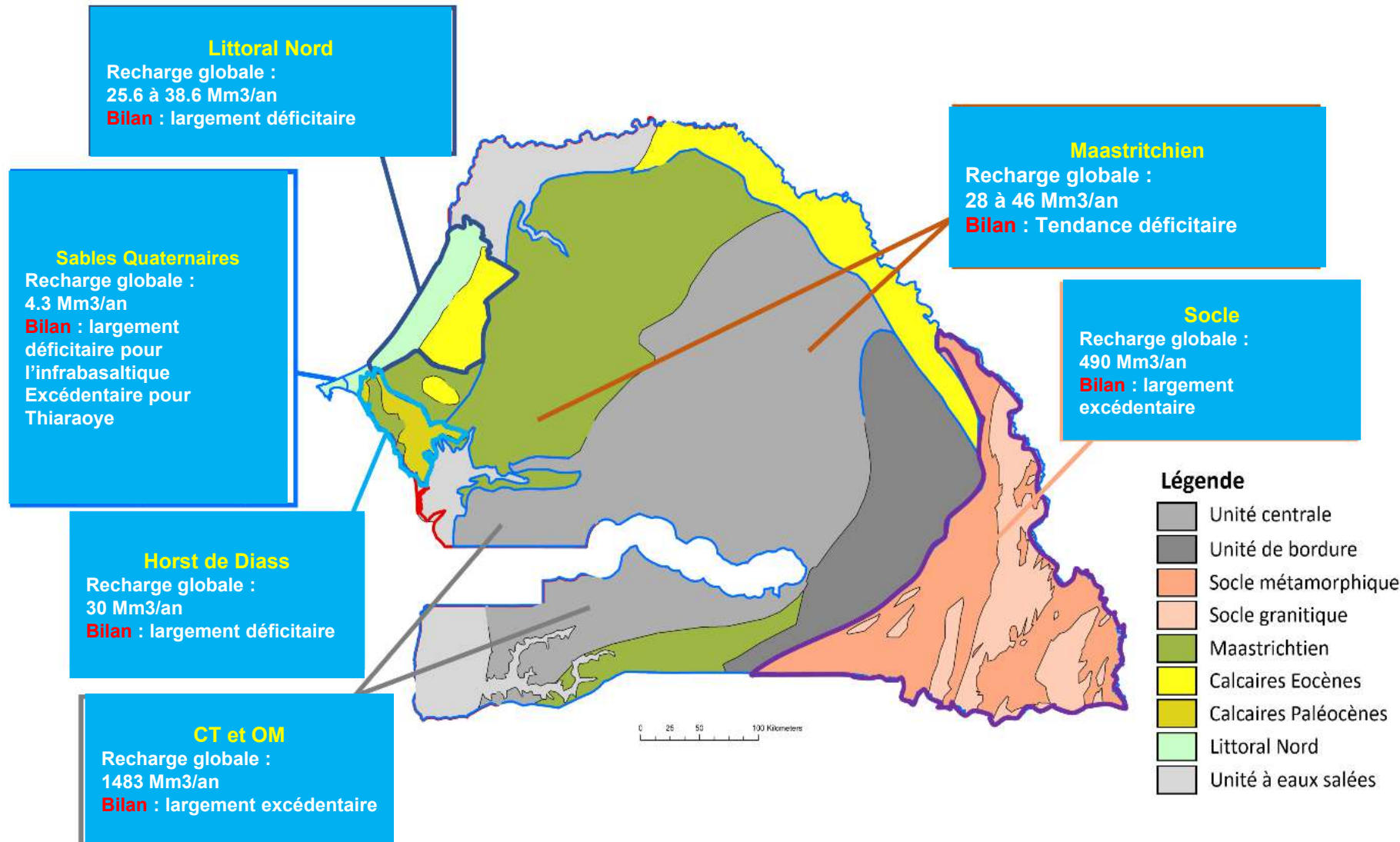
RÉSEAU DE SUIVI PIÉZOMÉTRIQUE ET ZONES DE SUIVI

4 grands systèmes aquifères

Acquière	Réserves
Système aquifère superficiel (QT, CT, OM)	Entre 50 et 75 milliards de m ³
Système aquifère intermédiaire (EO, PA)	Entre 60 et 110 milliards de m ³
Système aquifère profond (Maastrichien)	Entre 300 et 400 milliards de m ³
Système aquifère socle	volume pas toujours satisfaisant

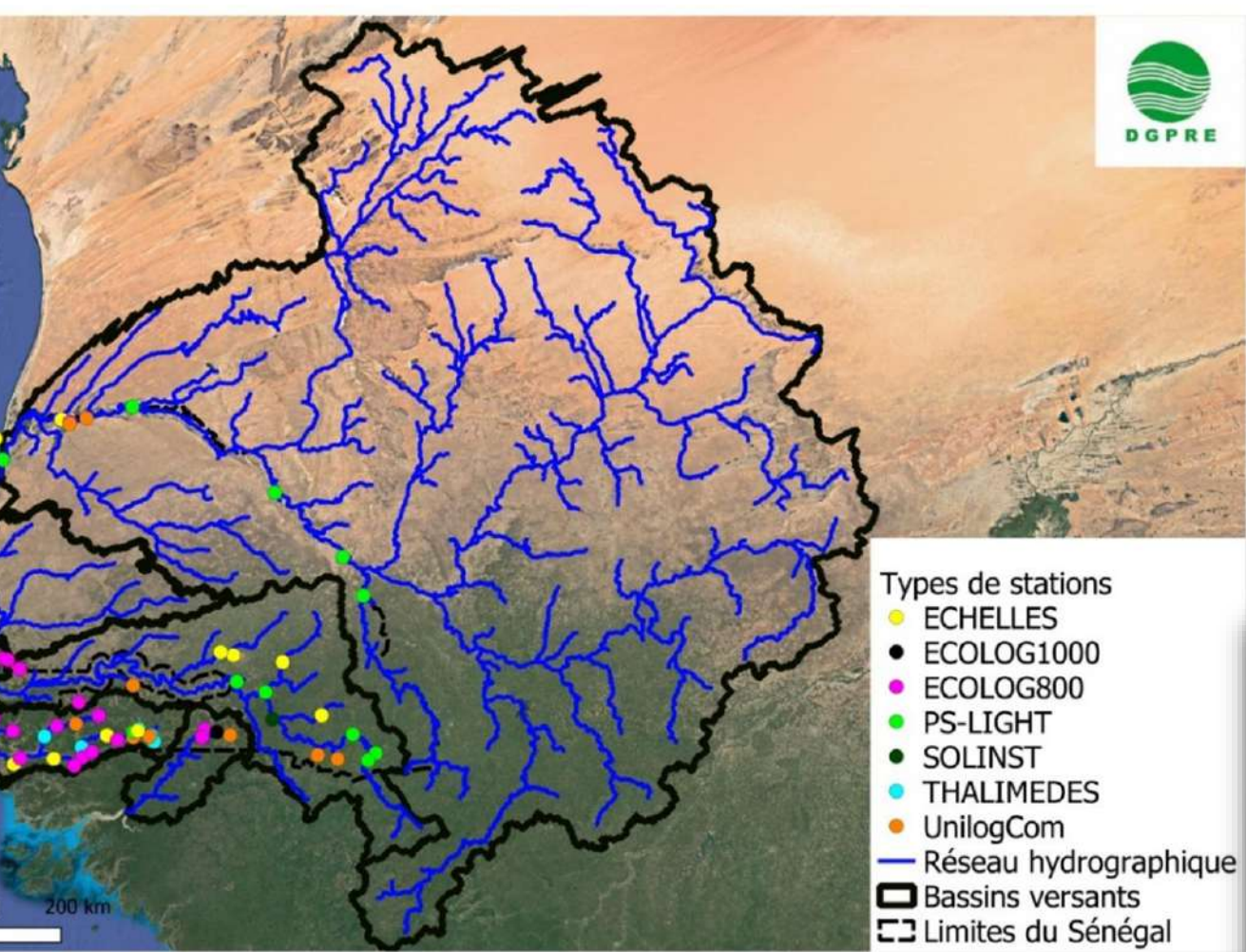


POTENTIALITÉS DES EAUX SOUTERRAINES



- ❑ Les prélèvements importants et croissants ont entraîné un déficit dans les aquifères du littoral nord, de l'infrabasaltique et du système du horst de Diass
- ❑ Par contre un excédent est noté dans les aquifères du CT/OM et du Socle et une tendance déficitaire dans le Maastrichtien

RÉSEAU DE SUIVI HYDROMÉTRIQUE NATIONAL



Suivi

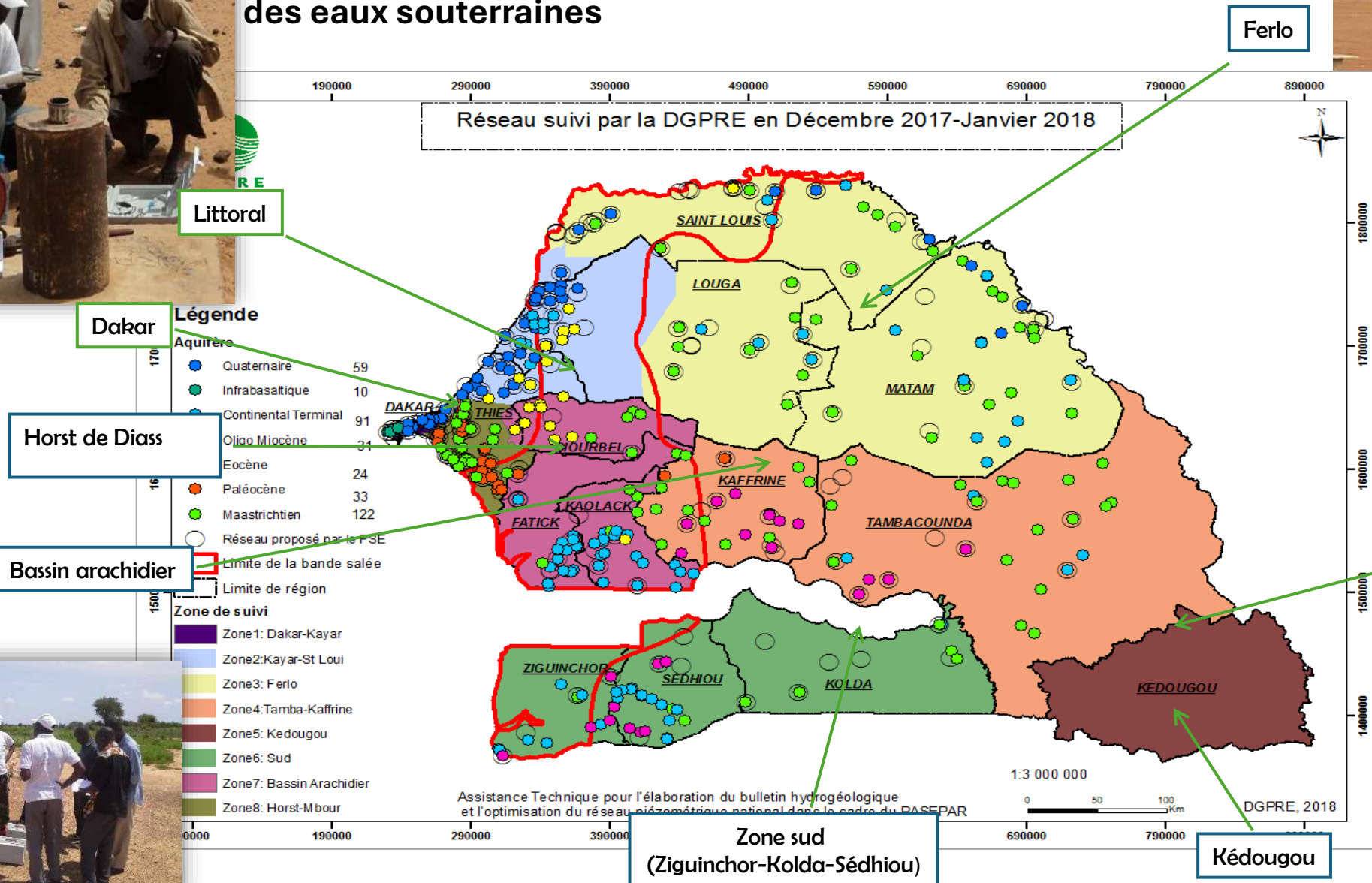
- ✓ Quantitatifs: hauteurs, débits,
- ✓ Qualitatifs : CE, température, pH, microbiologie, Turbidité,



RÉSEAU DE SUIVI PIÉZOMÉTRIQUE ET ZONES DE SUIVI



Un suivi périodique de la qualité et de la quantité
des eaux souterraines



Suivi qualitatif et quantitatif
À travers un réseau de **565 ouvrages**
Constitué de piézomètres, de forages et de puits
T, pH, CE, résidu sec, Chlore, Sulfate, Nitrate, Fe, Fluor, Phosphate, etc.



ACTIVITES



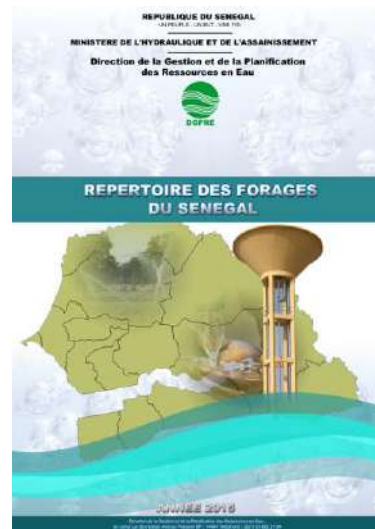
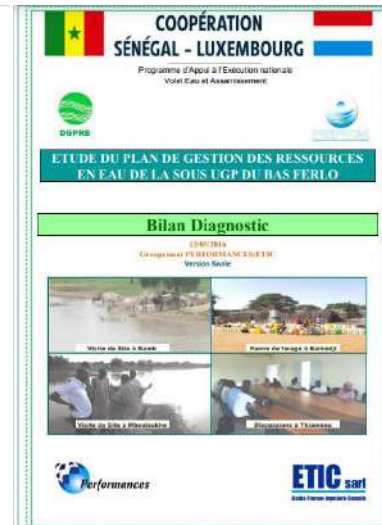
Missions de Police de l'eau



ETUDE STRATEGIQUES

Plus de 100 productions ces dix dernières années :

- Etudes hydrologiques et hydrogéologiques à travers tout le pays
- Bulletins
- Annuaire
- Notes
- Atlas
- Outils de planification
- Etc.



Les solutions mises en place par la DGPRE

pour répondre de manière efficace aux besoins des décideurs intervenant dans le processus d'élaboration et de suivi de la politique de l'Eau



Avec l'avènement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), le Centre de Documentation de la DGPRE devait s'adapter aux nouveaux besoins des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement pour faire face aux défis.


Base de données documentaire

5766 documents physiques sont dans les


- ❑ 5766 documents physiques sont dans les rayonnages
- ❑ 1571 documents ont été saisis et peuvent être consultés ou téléchargés suivant l'option de l'utilisateur
- ❑ 1727 rapports de forage et plus d'une centaine de dossiers d'archives

CADRE DE GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE DE LA GIRE


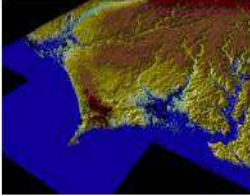
PAGIRE PHASE 1 (2007- 2015)





REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi




MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE
DGPPE
DIRECTION DE LA GESTION ET DE LA
PLANIFICATION DES RESSOURCES EN EAU




PLAN D' ACTIONS DE GESTION INTEGREE DES
RESSOURCES EN EAU DU SENEGAL



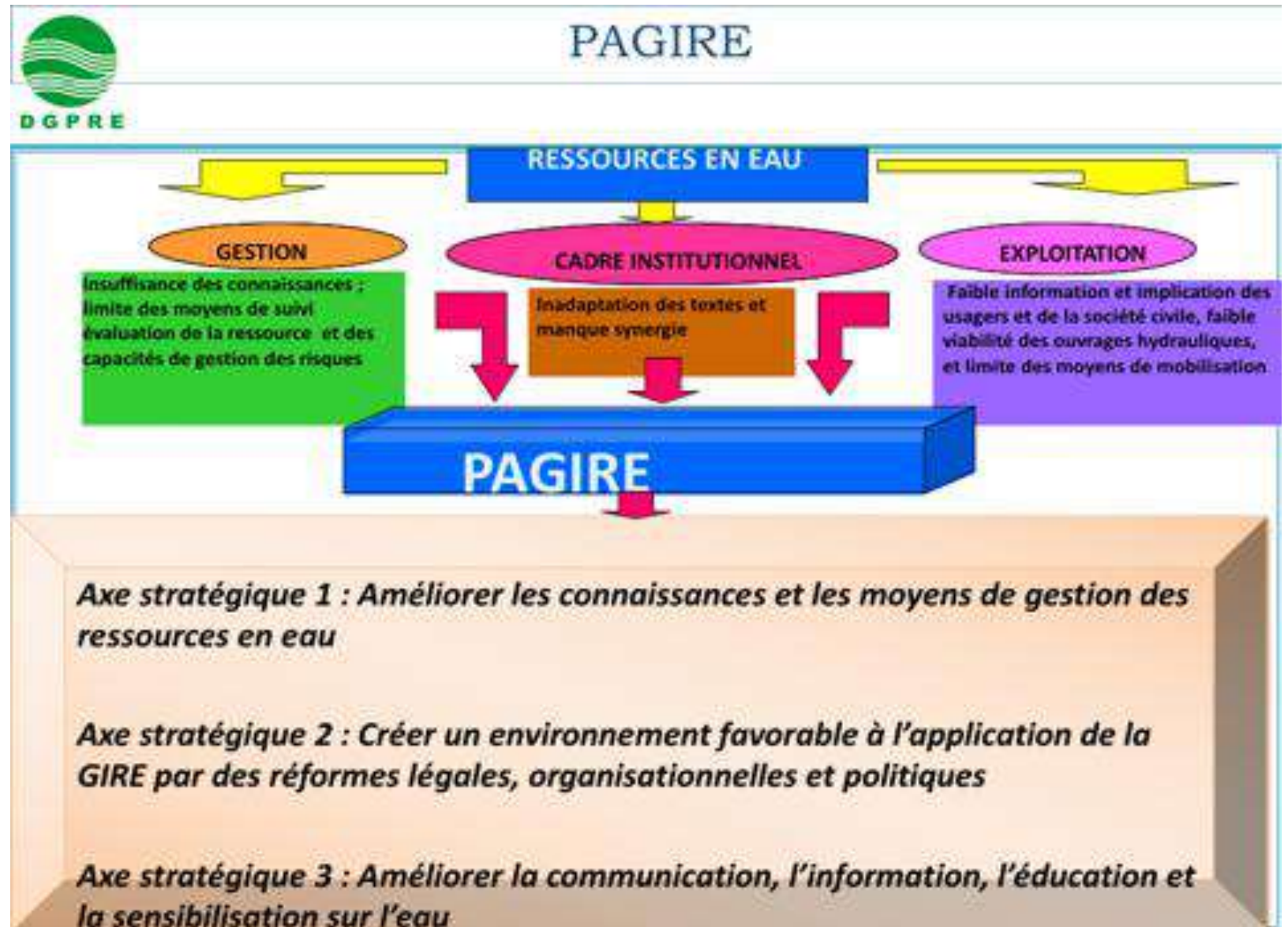
Novembre 2007



Gouvernement du Canada



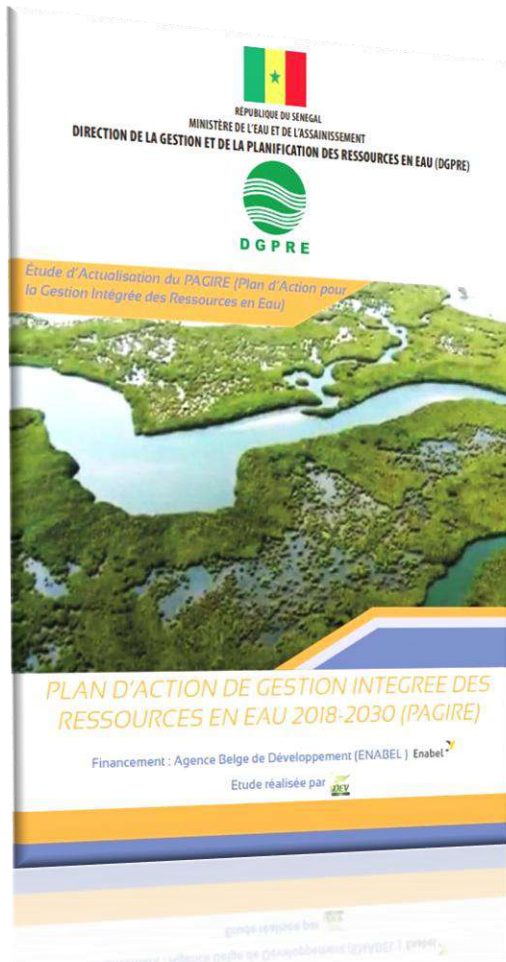
Global Water
Partnership
Pour l'Afrique



PAGIRE PHASE 2 (2018-2030)

Cette politique se traduit en 5 axes stratégiques

LE PAGIRE



- Phase 1 (2028-2025) pour un coût estimé à 120,01 milliards de francs CFA ;
- Phase 2 (2026-2030) pour un coût estimé à 250,5 milliards de francs CFA

Axe1 : Gouvernance, Instruments de gestion et Système d'informations ;

Axe2 : Qualité des masses d'eau et des services ;

Axe3 : Vulnérabilité aux Changements climatiques

Axe4 : Valorisation des eaux pour la croissance et la Sécurité alimentaire

Axe5 : Connaissance et recherche action sur l'eau.



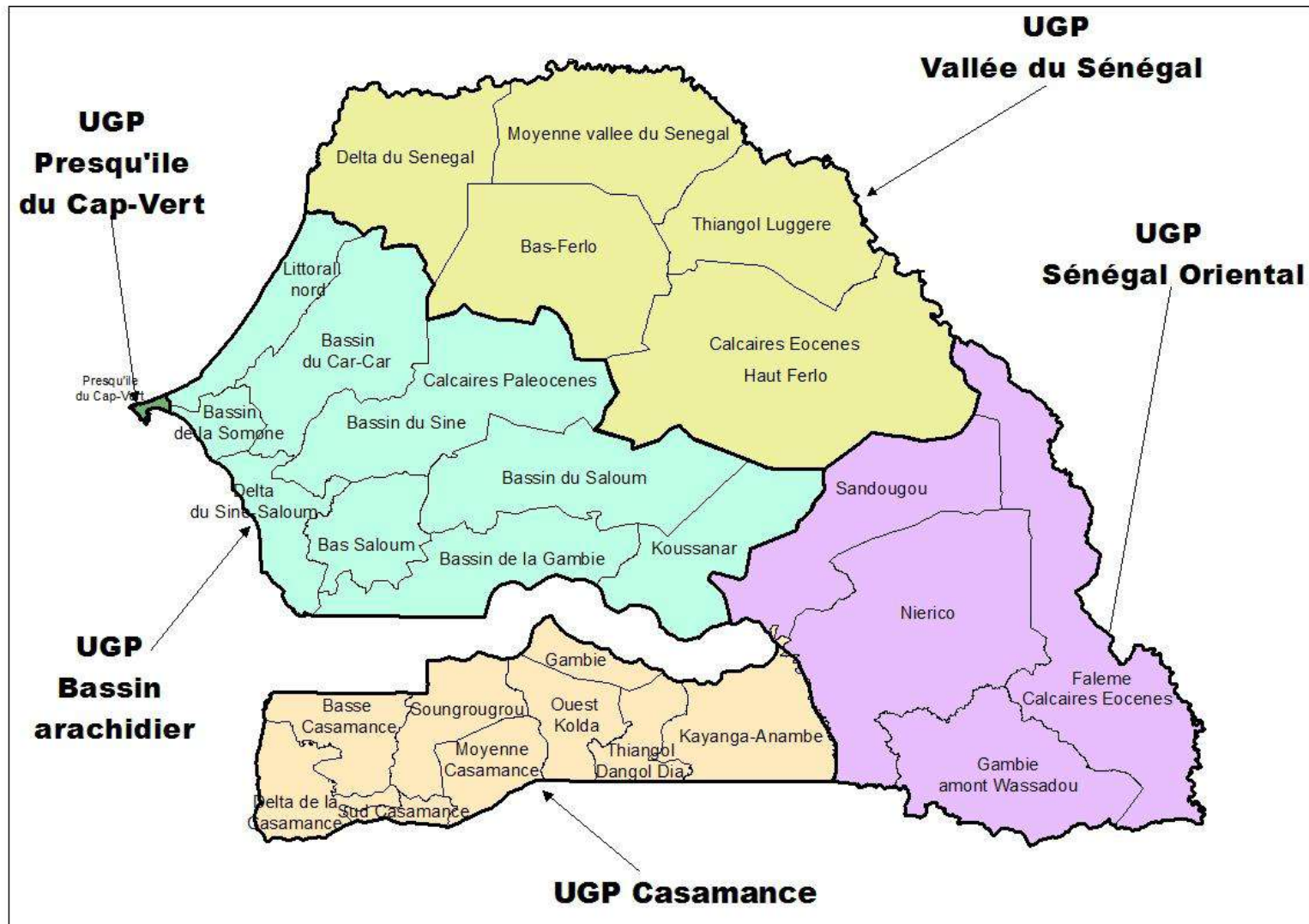
Actualisation du PAGIRE et définition du nouveau PAP-GIRE 2018-2030

NOUVEAU CADRE TERRITORIAL DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU !

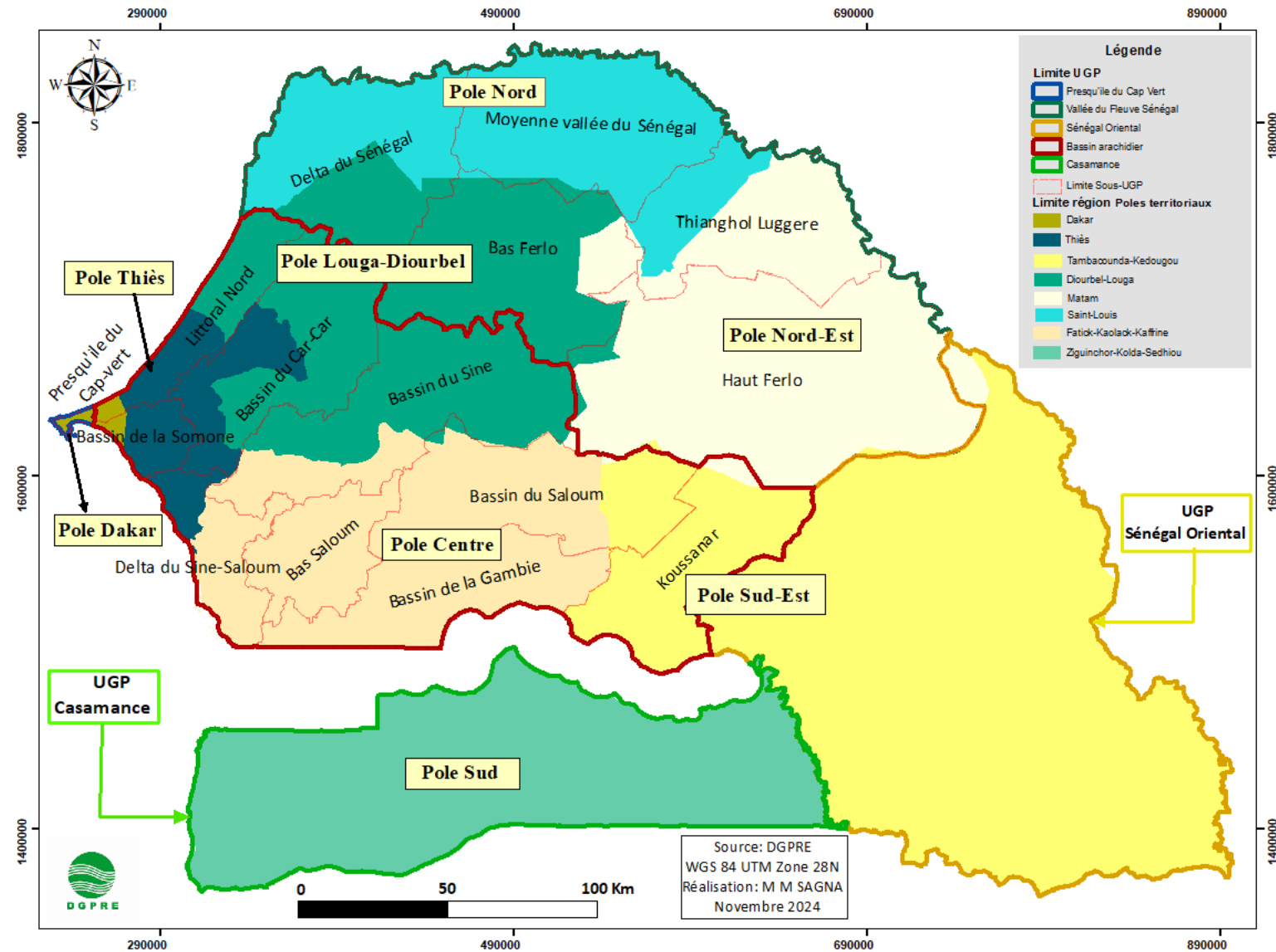
Plan stratégique de
mobilisation des
ressources en eau



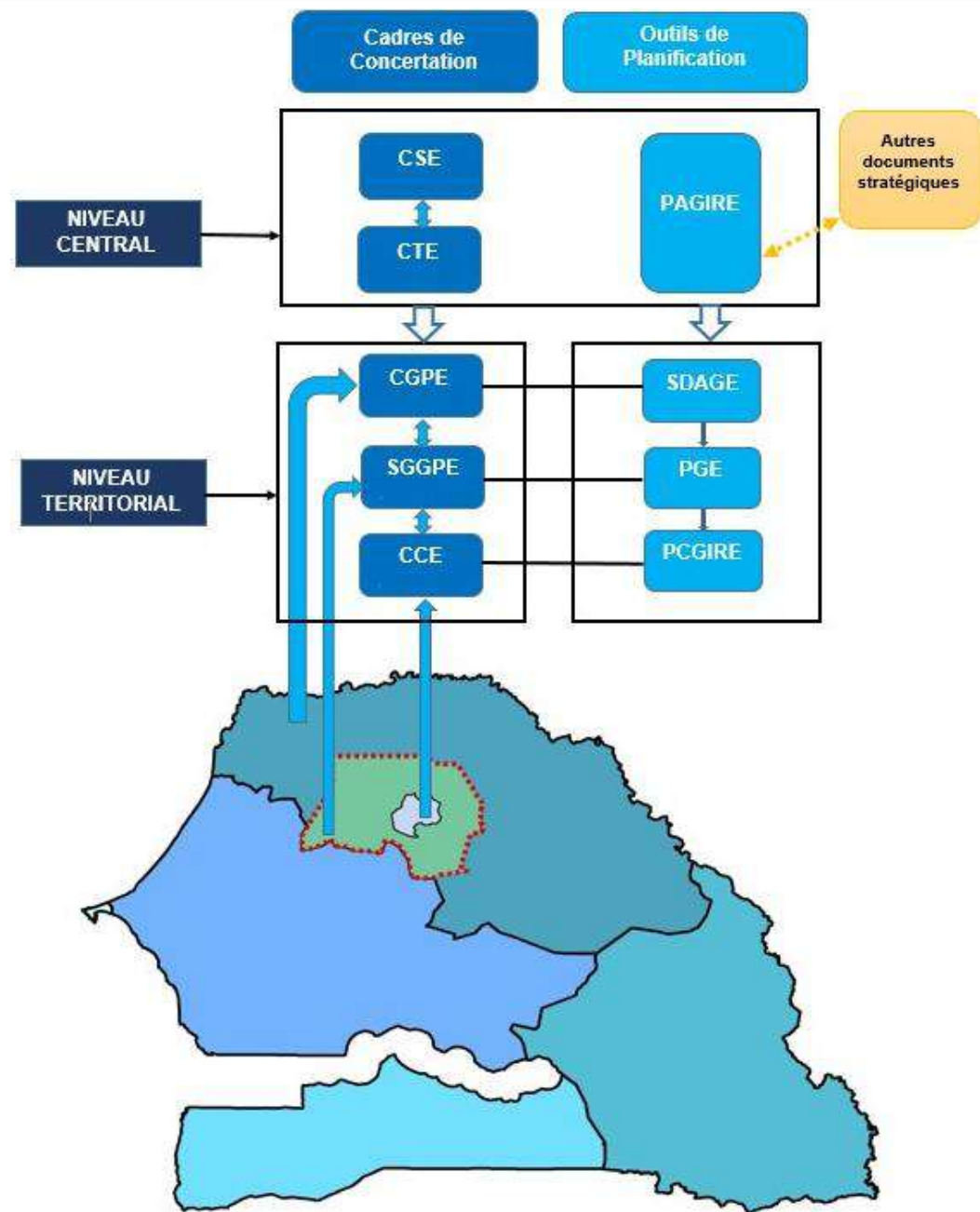
Découpage du territoire en 05
UGP et 28 Sous UGP.



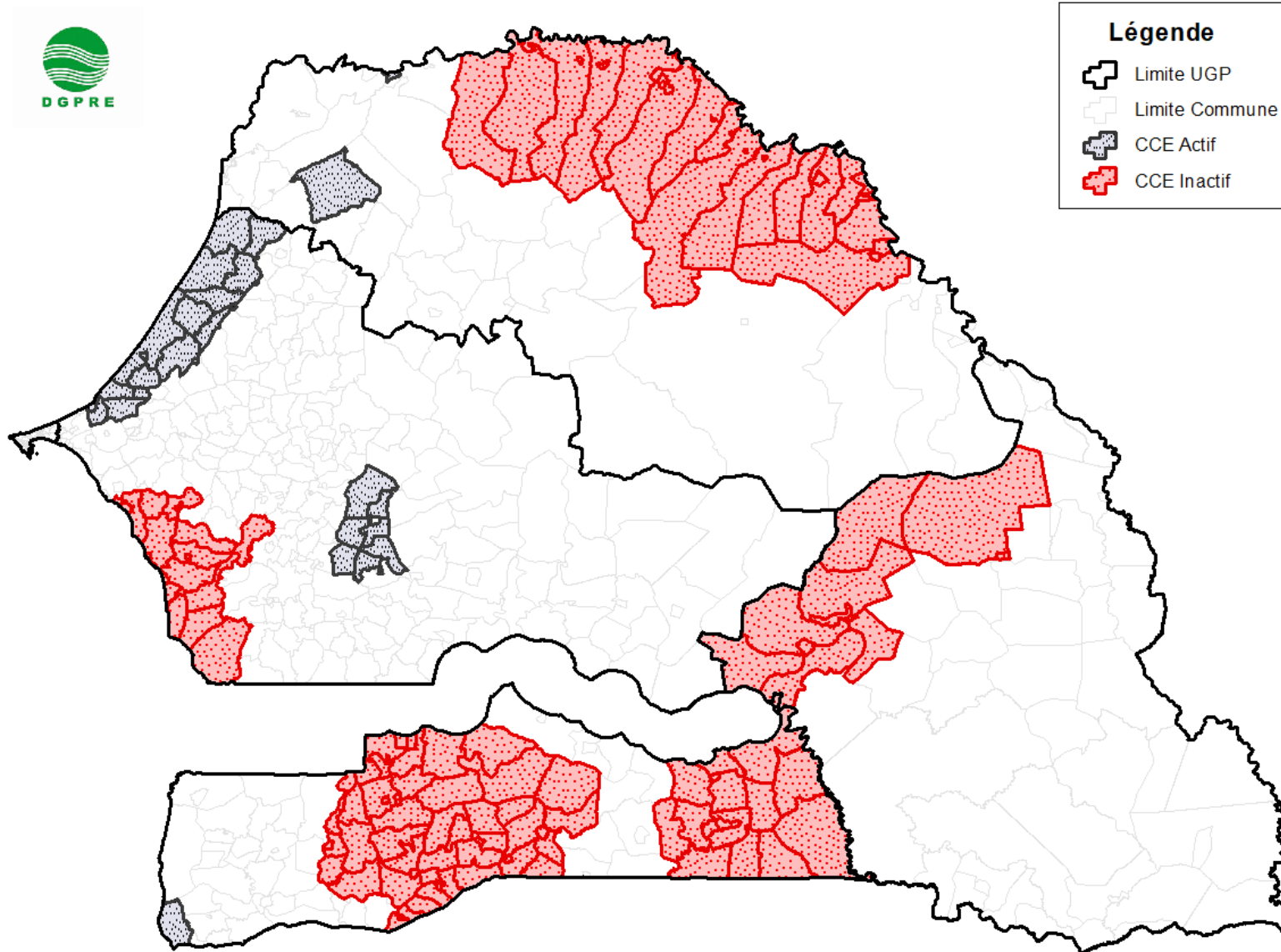
NOUVEAU CADRE TERRITORIAL DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU !



NOUVEAU CADRE TERRITORIAL DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU !



Debut de mise en œuvre de la GIRE territoriale



ETAT DE MISE EN OEUVRE

- ❑ 28 PGE Réalisés sur les 28 à faire
- ❑ 5 Schémas Directeurs D'Aménagement et de Gestion des Eaux en cours d'élaboration
- ❑ 2 projets pilote en cours dans la zone des Niayes et dans la sous-ugp Somone
- ❑ Elaboration de près de 100 plans locaux GIRE pour différentes communes à travers la pays
- ❑ Projet d'arrêté portant création des cadres de concertation déjà élaboré



Merci de votre attention !!!

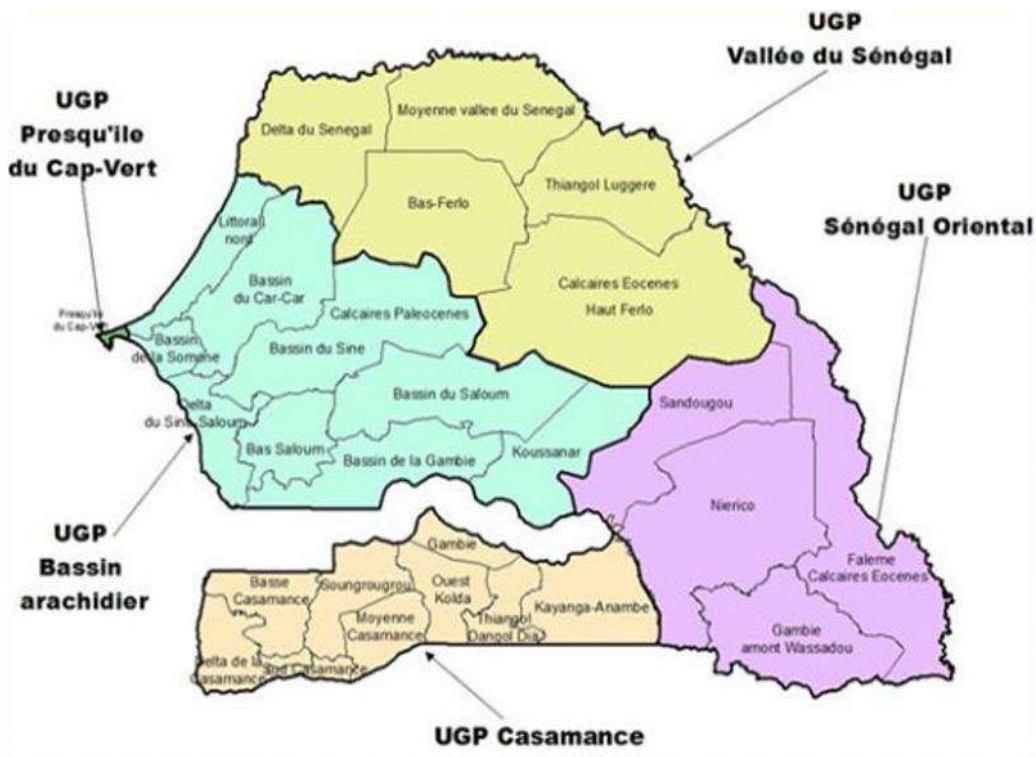


Une approche territoriale pour Opérationnaliser LA gire

- Retour d'expérience du projet GIREL dans les Niayes
- Hamet Diallo // hamet.senegal@gret.org



APPLICATION DU CONCEPT GIRE AU SENEGAL

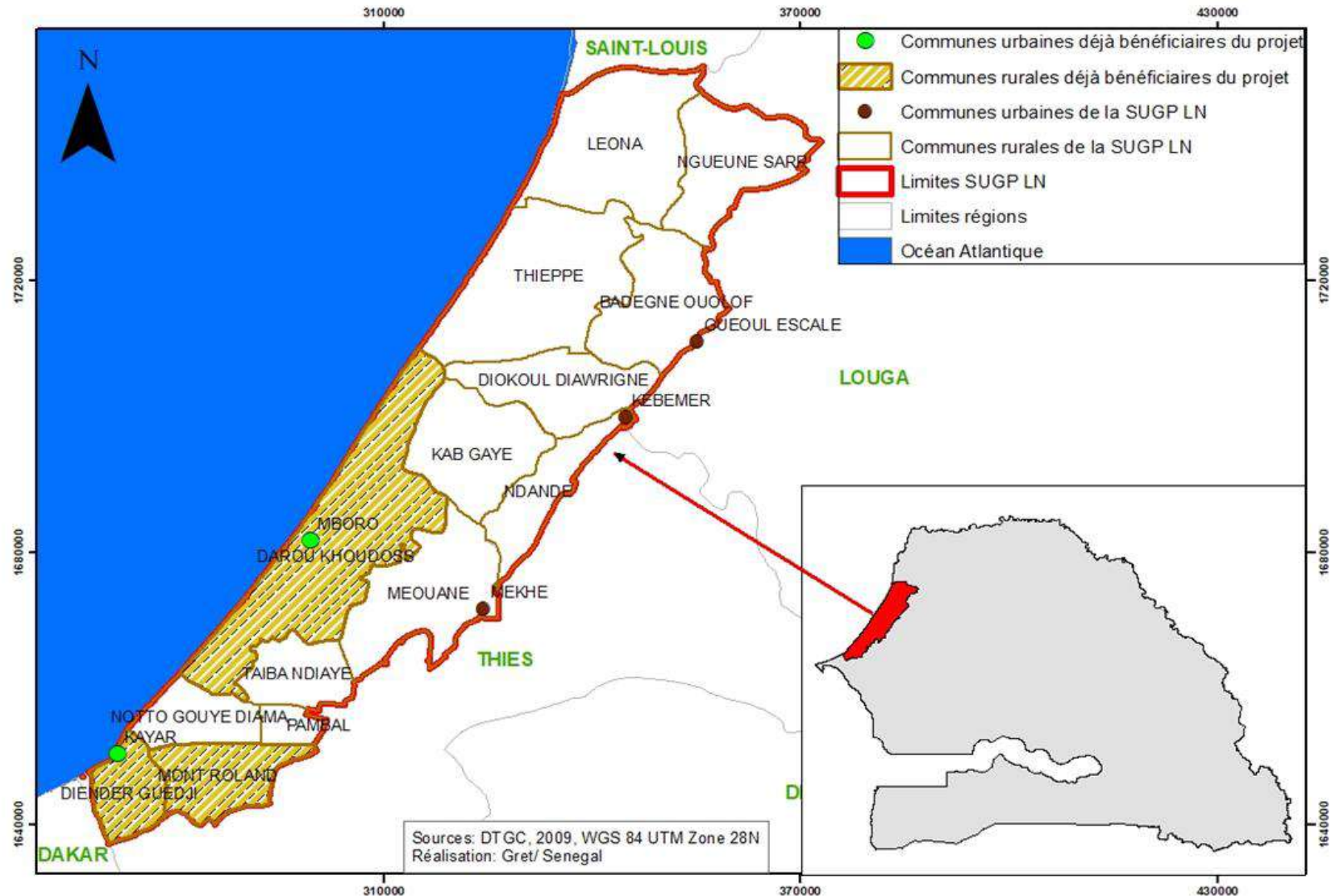


Plan d’action pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE) au niveau national depuis 2007 (renouvelé en 2018)

Découpage du territoire en unités de gestion (cohérence environnementale)

Échelles	Outils de planification et de gestion des ressources en eau	Instances de concertation
Unité de gestion et de planification (UGP)	Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	Comité de gestion et de planification de l’eau (CGPE) → <i>Comité de planification de l’eau (CPE)</i>
Sous-Unité de gestion et de planification (SUGP)	Plan de gestion des eaux (PGE)	Sous-Comité de gestion et de planification de l’eau (SCGPE) → <i>Comité de gestion du bassin (CGB)</i>
Commune	Plan communal de gestion intégrée des ressources en eau (PCGIRE)	Comité communal de l’eau (CCE)

TERRITOIRE D'INTERVENTION : SOUS-UGP DU LITTORAL NORD (= NIAYES)



CONTEXTE DES NIAYES

- **Eaux souterraines** : 3 systèmes aquifères (superficiel, semi-profond et profond) ➔ baisse des 3 nappes
- **Multi-usages** : AEP (consommation locale + Dakar), Agriculture (petite agriculture et agro-industrie), Elevage, Industries et Mines
- **Enjeux** :
 - Surexploitation des nappes
 - Multiplication des motopompes
 - Pollution et salinisation
 - Changement climatique
 - Croissance démographique
 - Pression foncière
 - AEP et assainissement limité
 - Creusement des inégalités
 - Impacts des industries extractives
 - Conflits d'usages



Démarche engagée par le GRET dans les Niayes

Ascendante : partir de l'ancrage communal – voire intercommunal – et ensuite l'articuler avec les échelles de gestion supérieures

Territoriale : association acteurs.rices d'un même territoire partageant des enjeux communs de développement

Inclusive : regroupent usagers et représentants de la société civile dans leur diversité, services techniques déconcentrés et autorités décentralisées

Traduction opérationnelle : mise en place d'instance de gouvernance PLE/CCE et mobilisation d'outils territoriaux : PLGIRE (planification/suivi et gestion) pour agir de manière durable sur la préservation de la ressource



Des acteurs améliorent leurs connaissances sur les ressources en eau

Problématique : le niveau statique des nappes baisse et les eaux souterraines se salinisent mais l'ampleur des dynamiques est mal connue



- Activités menées avec les PLE :
- Formation aux techniques de suivi piézométrique et physico-chimique
- Campagnes de co-suivi des ressources en eau avec la DGPRES+ suivi citoyen plus régulier (mensuel)
- Contrôle de la qualité de l'eau potable distribuée

Résultats:

- Les données collectées participent au suivi opéré aujourd'hui par les agents de la DGPRES+ alimentent les débats/discussions dans les ateliers locaux
- L'évolution de la piézométrie est mieux connue (PLE + DGPRES+)
- Des capacités locales existent et permettent un suivi plus régulier des ressources en eau
- Plaidoyer auprès des opérateurs de distribution d'eau





engagent pour des aménagements durables
Problématique: baisse du couvert végétal, inondations, et ruissèlement fort et faible infiltration

Activités menées avec les PLE :

- Mise en place de dispositifs antiérosif (cordons pierreux, diguettes)
- Réalisation d'activités de reboisements



Résultats:

- Recharge de la nappe
- Retour de la biodiversité
- Récupérations des terres agricoles et pastorales
- Séquestration du carbone

Des acteurs locaux s'engagent pour optimiser les usages

Problématique: baisse du niveau des nappes et dégradation de la qualité de l'eau liées aux mauvaises pratiques locales

Activités menées avec les PLE :

- Formation aux techniques agroécologiques
- Enquête sur les pesticides
- Formation sur les techniques économes en eau

- Retenir le maximum d'eau pour/par les plantes
- Préserver la qualité des ressources en eau
- Prise de conscience et limitation des rejets agricoles



Mobiliser les communautés pour qu'elles s'engagent dans la préservation des ressources en eau



Empowerment des femmes



Caravane de l'eau



Fresque climat en milieu scolaire



Ciné-débat dans les villages

Mobilisation des politiques et plaidoyer



Mise en place réseau des maires des Niayes sur la GIRE

RAPPORT CONCERNANT LE FINANCEMENT DE LA GIRE LOCALE AU SENEGAL



Rapport concernant l'état des lieux du financement de la GIRE locale au Sénégal et pistes de
financements pour sa pérennité

Appui au projet GIREL PHASE 3 – GRET

Juillet – Août 2025

DEFFRASNES Capucine – Stagiaire

Etude mécanismes financement GIRE locale

ENJEUX GIREL

- Capacités d'action limitées : faible pouvoir décisionnel des PLE/CCE dans un cadre réglementaire contraint
- Représentativité et légitimité à consolider : besoin d'ouverture des PLE/CCE pour garantir un portage plus collectif et ancré territorialement
- Durabilité financière fragile : manque de ressources dédiées appelant à expérimenter des mécanismes locaux et pérennes de financement de la GIRE
- Structuration et mise en réseau : renforcer les liens entre PLE/CCE et envisager une fédération sous forme d'un Comité de gestion du bassin
- Capitalisation et gouvernance multi-niveaux : accompagner la DGPRE dans la valorisation des acquis de GIREL, la définition de sa stratégie de GIRE locale, et l'articulation de ses missions avec les instances de GIRE à l'échelle locale

TEMPS DE PAROLE LIBRE



RÉSEAU
Sénégal

www.pseau.org

MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION !

Contacts:

Au Sénégal:

Basile Epiphane Bourré Diouf: basile.diouf@pseau.org

Khadidiatou Ba Ndiaye: khadidiatou.ba@pseau.org

En France:

Sylvain Cottalorda: sylvain.cottalorda@pseau.org

Carole Chemin: carole.chemin@pseau.org sur thématique GIRE zone bassin fleuve Sénégal



www.pseau.org